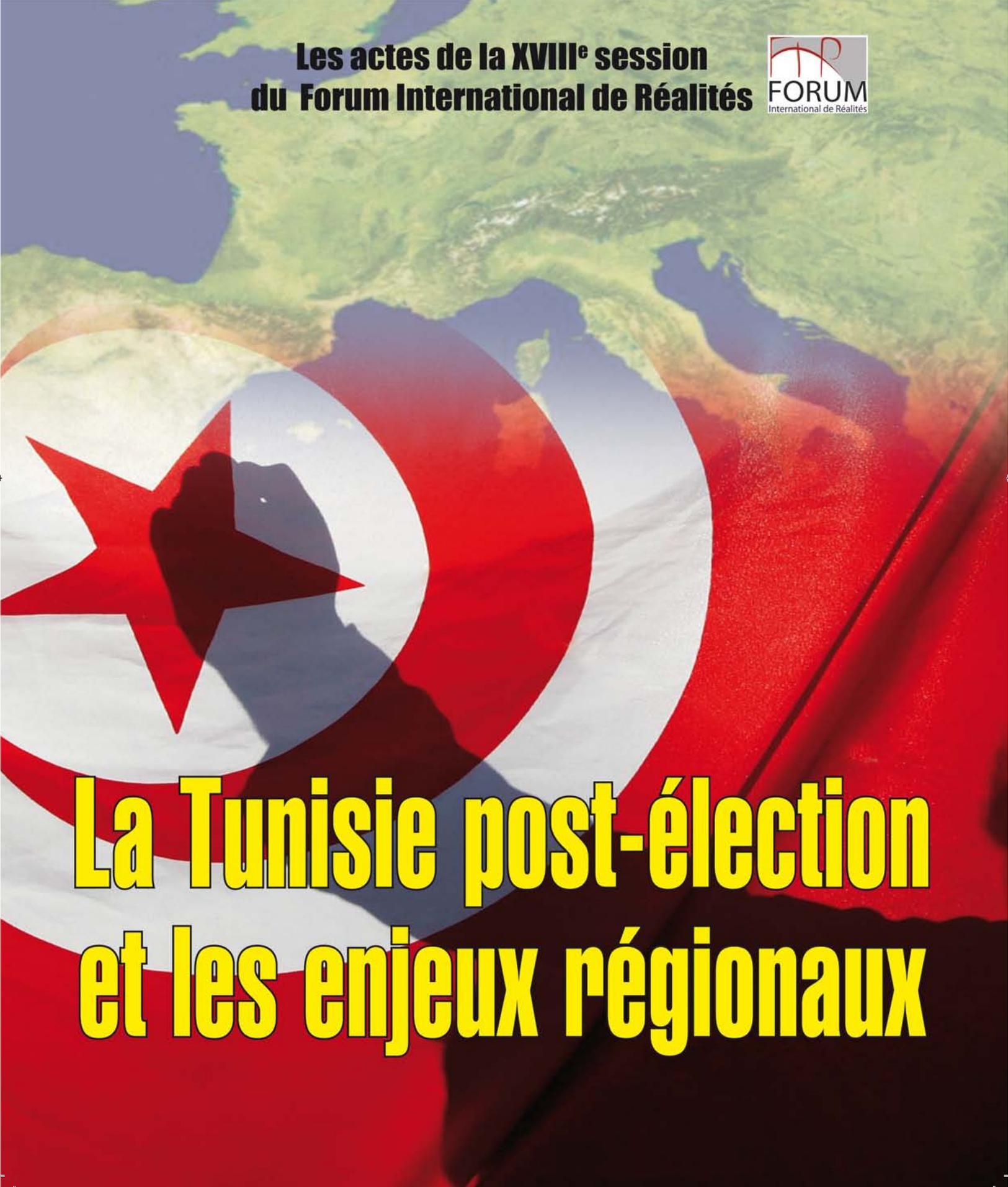




# RÉALITÉS

Édition spéciale - Octobre 2015

**Les actes de la XVIII<sup>e</sup> session  
du Forum International de Réalités**



**La Tunisie post-élection  
et les enjeux régionaux**



# IEMed.

Institut Européen de la Méditerranée

L'Institut européen de la Méditerranée (IEMed), fondé en 1989, est un organisme auquel participent le Gouvernement de la Catalogne, le ministère espagnol des affaires étrangères et de la coopération et la municipalité de Barcelone. Il incorpore la société civile au travers de son Haut Comité et de son Conseil d'orientation constitués d'universités, d'entreprises et de personnalités méditerranéennes de grand prestige. Conformément aux principes du Processus de Barcelone du Partenariat euroméditerranéen et avec, aujourd'hui, les objectifs de l'Union pour la Méditerranée, le but de l'IEMed est d'accueillir des actions de même que des projets contribuant à la compréhension mutuelle, à l'échange et à la coopération entre les différents pays méditerranéens, leurs sociétés et leurs cultures. Il vise aussi la promotion de la construction progressive d'un espace de paix et de stabilité, de prospérité partagée et de dialogue entre les cultures et les civilisations dans le bassin méditerranéen.

L'Institut, dans son rôle de think tank basé sur la multidisciplinarité et une approche en réseaux, et spécialisé dans les relations méditerranéennes, encourage l'analyse, la compréhension ainsi que la coopération. Pour ce faire, il participe à des projets de recherche, organise des séminaires, des débats ainsi que des conférences, et se charge de publications, en plus de son vaste programme culturel.

La raison d'être et le but fondamental de l'Institut européen de la Méditerranée répondent aux finalités suivantes :

- Agir en tant que centre d'études et de prospective méditerranéennes au service des administrations publiques, des entreprises, des organismes et des associations qui développent leur activité dans la région méditerranéenne.
- Être un observatoire du Processus euro-méditerranéen et donner de l'impulsion à l'Association euro-méditerranéenne à travers la société civile.
- Renforcer la coopération et l'activité économique en Méditerranée.
- Favoriser le dialogue culturel et promouvoir la connaissance entre les sociétés méditerranéennes.
- Organiser des programmes de visites pour les étudiants, les licenciés, les professionnels et les dirigeants de l'avenir des pays méditerranéens.
- Octroyer des bourses, des subventions et des prix pour la réalisation d'études et de travaux concernant la réalité méditerranéenne sous son angle culturel, historique, social ou économique, et financer des recherches et des thèses doctorales en rapport avec ces thèmes.

Plus d'informations sur [www.iemed.org](http://www.iemed.org)

**Suivez-nous sur:**

 [www.facebook.com/iemed](http://www.facebook.com/iemed)

 [www.twtiter.com/iemed\\_](http://www.twtiter.com/iemed_)

 [www.youtube.com/iemedBarcelona](http://www.youtube.com/iemedBarcelona)

 <http://www.flickr.com/photos/iemed/>

# SOMMAIRE

<b>«La Tunisie post-élection et les enjeux régionaux»</b>	
Promesses et défis d'une démocratie naissante	4
Intervention de M. Gerd Emil Lieser	6
<b>Allocution de bienvenue</b>	8
<b>La nouvelle carte géopolitique du monde arabe</b>	
Une chimère	10
<b>Phénomène terroriste en Tunisie</b>	
Inquiétants questionnements	14
<b>Les conditions du succès des transitions politiques</b>	
Risque de confiance contre risque de défiance	18
<b>L'islam civil</b>	20
<b>Allocution de Mme Laura Baeza, Ambassadeur de l'Union Européenne en Tunisie</b>	
«PPP : Libérer le potentiel de l'investissement européen»	24
<b>Et si le potentiel de l'investissement européen était libéré ?</b>	26
<b>Défis économiques et sociaux</b>	
Impératif de réformes, de vision et d'action	28
<b>Quel rôle pour les partenaires internationaux?</b>	
Grand décalage entre l'admiration pour la Tunisie et les actions de soutien	34
<b>Table ronde</b>	
«Quel traitement médiatique pour la question terroriste ?»	38
<b>Le Forum international de « Réalités » innove</b>	44

**Reportage photos : Lamine Farhat**



## Remerciements

Nous remercions vivement nos partenaires :



et nos sponsors :



qui nous ont soutenus pour réussir cette XVIII<sup>e</sup> édition du Forum International de Réalités.

**Document édité par**

# REALITES

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT  
PARAISANT LE JEUDI

2, Rue Imam Sahnoun - 1002 Tunis Belvédère  
Tél: 71.788.313 - 71.795.140 - Fax: 71.893.489 -  
71.787.160

Adress E-Mail: [redaction@realits.com.tn](mailto:redaction@realits.com.tn)  
Site Web : [www.realites.com.tn](http://www.realites.com.tn)

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**

**Taïeb Zahar :**

[taieb.zahar@realites.com.tn](mailto:taieb.zahar@realites.com.tn)

Impression: Imprimerie MAGHREB EDITIONS  
15, Bis Rue 8602 - Zone Industrielle - La Charguial  
Tél.: 71.772.216 - 71.773.371 - Fax.: 71.799.266



## «La Tunisie post-élection et les enjeux régionaux»

# Promesses et défis d'une démocratie naissante

**L**a XVIIIe session du forum international de « Réalités » tenue, les 23 et 24 avril 2015 à Hammamet, n'a pas dérogé à la règle tant par la confrontation des analyses, le croisement d'idées, la profondeur des réflexions suscitées que par la qualité et la diversité des intervenants et des personnalités qui participent et suivent cet événement.

La présente édition, qui a eu à examiner le thème crucial «La Tunisie post-élection et les enjeux régionaux», a été de bon cru. Elle a offert l'occasion à des hommes politiques d'expérience, des universitaires et des experts de tous bords d'affiner leurs analyses sur une thématique de grande actualité et un cas qui n'a pas encore livré tous ses secrets. Pour Me Sami Mahbouli, qui a dirigé avec beaucoup de doigté la séance d'ouverture, « le cas Tunisie mérite qu'on y réfléchisse, car en réussissant sa transition politique, elle n'est pas pour autant tirée d'affaire ». Le forum de « Réalités » offre ainsi l'occasion de mieux cerner l'environnement chargé de

risques et de réfléchir sur ces derniers pour mieux les identifier et parvenir à les exorciser.

Pour M. Taïeb Zahar, Président du forum international de « Réalités », qui a ouvert les travaux de cette session, « la Tunisie est actuellement à la croisée des chemins et passe par un moment crucial ». Cette phase renseigne bien sur la gravité des menaces terroristes qui la guettent et l'énormité des défis politiques, économiques et sociaux qu'elle est appelée à relever dans un environnement régional incertain et international hésitant.

Il a indiqué que le pays est en train de payer un lourd tribut dans sa guerre contre le terrorisme, nécessitant de revoir les priorités en mobilisant plus de moyens et de ressources, autrefois consacrés au développement, à l'acquisition d'équipements et d'armes pour renforcer la sécurité de nos frontières. En effet, la Tunisie qui a réussi sa transition vers la démocratie, a plus que jamais besoin d'un accompagnement actif de



Hubert Védrine



M. Senen Florensa

la part de ses partenaires pour consolider son fragile processus démocratique et dépasser ce cap difficile. Au regard de la complexité de la conjoncture, de la persistance des pressions exercées sur ses ressources budgétaires, le pays risque de connaître une longue période d'instabilité qui influera inévitablement sur son processus démocratique et, également, sur ses performances économiques et sa paix sociale. Pour cette raison, estime Taïeb Zahar, « relever l'ensemble de ces défis constitue un enjeu majeur pour l'expérience démocratique tunisienne, encore fragile et requiert une forte volonté politique de la part de nos partenaires et, surtout, une stratégie claire qui permettra à ce processus de prendre corps ». (voir l'intégralité de l'intervention à la page 8)

### Pas de solutions toutes faites

Pour, M. Gerd Emile Lieser, représentant de la Fondation Friedrich EBERT, parrain du forum, « cet espace permet de jeter des éclairages utiles et des débats de fond sur des questions nationales, régionales et internationales majeures ». Il a relevé la pertinence du thème retenu pour l'actuelle session qui montre combien la réussite de + Tunisie est-elle un enjeu majeur pour toute la région, estimant que la réussite du processus de transition place le pays sur le long chemin de l'ancrage de la culture démocratique. (voir l'intégralité de l'intervention à la page 6).

M. Senen Florensa, président de l'IEMED (Institut européen de la Méditerranée), a rendu un hommage aux acquis réalisés par la Tunisie dans son processus exceptionnel de transition vers la démocratie rendu possible notamment grâce à l'apport dynamique de la société civile. « Cette exception tunisienne, est maintenant attaquée par les terroristes », a-t-il estimé, d'où la nécessité d'offrir une réponse politique globale à cette menace, de consolider cette expérience et d'entamer des réformes profondes pour impulser une croissance soutenue et globale. Pour M. Hubert Védrine, homme politique français et grand connaisseur des réalités internatio-

nales, tout processus de démocratisation est par essence compliqué et diffère d'un pays à l'autre. Pour lui, « il n'existe pas de solutions toutes faites, je ne connais pas un processus démocratique qui n'a pas été difficile ».

### Pari nécessaire et stratégique

Le statu quo et les verrouillages qui ont longtemps prévalu dans la plupart des pays arabes ont conduit à des catastrophes. Pour le cas de la Tunisie, M. Védrine dit qu'il est « impressionné par la capacité de ce peuple jeune, éduqué, moderne et capable de renverser un régime qu'il ne voulait plus et la résistance de l'Etat qui tient bon, ce qui est chose rare ». L'ancien ministre des Affaires étrangères de Mitterrand a loué la maturité démocratique des Tunisiens qui s'est matérialisée au départ par l'accession d'un parti islamiste au pouvoir, l'élaboration d'une Constitution consensuelle, l'organisation d'élections libres, estimant que « c'est remarquable et ce n'est pas évident ». Et de poursuivre, que « s'il y a quelque chose qui doit se faire, c'est en Tunisie »

Au sujet de la menace terroriste, il a estimé qu'un équilibre doit s'installer au Moyen Orient pour sortir de ces épouvantables guerres par des islamistes terroristes qui veulent plier



## Intervention de M. Gerd Emil Lieser

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,  
Chers invités

C'est avec un grand honneur que je vous souhaite la bienvenue, en mon nom et au nom de la Fondation Friedrich Ebert, à l'occasion de l'ouverture de la 18e édition du Forum International de Réalités. Déjà 18 éditions depuis le jour, ou, mon ami Taieb Zaher et moi, nous avons initiés le projet. C'est avec grande émotion que je constate l'évolution et le succès de ce Forum, qui chaque fois aborde les sujets brûlants de l'actualité nationale, régionale, et internationale et qui regroupe des invités et des intervenants prestigieux.

Cette année le Forum porte sur : "La Tunisie post-élection et les enjeux régionaux". Nous savons combien la réussite de la Tunisie, qui a dépassé la période transitoire, est un enjeu pour la région.

Le partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert existe depuis 1997, et ça montre l'intérêt qu'elle porte à ce genre d'espace d'échange, qui était si rare en Tunisie, surtout dans les années difficiles.

Ça me fait un très grand plaisir de revoir aujourd'hui beaucoup de ceux, qui ont accompagné ce projet depuis son début.



M. Gerd Emil Lieser

La Fondation Friedrich Ebert, fondée en 1925, est la plus ancienne fondation politique allemande, elle porte le nom du premier Président allemand démocratiquement élu et c'est dans l'esprit de Friedrich Ebert, qui disait "La démocratie a besoin de démocrates", que nous avons un « plus » de dialogue, un « plus » de démocratie et « un plus » de développement, et ceci à travers nos programmes

Notre bureau existe en Tunisie depuis 1988. Il est devenu, après une longue période, où sa marge de manœuvre et ses actions étaient très restreintes, l'un des bureaux les plus actifs de la région. Après la Révolution, nous avons vu notre effectif et nos activités triplé, avec une multiplication des activités, notamment en soutien de la société civile.

La réalisation des dernières élections en toute transparence fin 2014 et l'adoption d'une constitution moderne et démocrate, eu égard au monde arabe, place la Tunisie sur le long chemin de la Démocratie, de la justice sociale et des Droits humains. Néanmoins l'équilibre atteint avec brio dans la nouvelle Constitution est fragile, et l'ancrage d'une culture démocratique dans l'ampleur de la société reste un défi important.

Mesdames et Messieurs, le thème du Forum de Réalités d'aujourd'hui met le doigt sur les changements importants que la Tunisie, mais aussi la région autour d'elle, a parcouru ces dernières années à une vitesse surprenante.

Je remercie mon ami Taïeb Zahar et son équipe, une fois de plus, pour cette initiative et son engagement, avant de laisser la place aux différentes analyses des experts économiques et politiques. Je vous souhaite à toutes et à tous une excellente conférence et je me permets de clôturer mon intervention par une citation du Président Friedrich Ebert : "Sans démocratie, pas de liberté ; la protéger et la rétablir partout où on lui a porté atteinte, tel est le devoir de ceux qui aiment la liberté".

Je vous remercie pour votre attention. ■

⇒ le monde à leur conception de l'Islam. L'attentat de janvier 2015 à Paris, précise M. Védrine, a permis de prendre en considération un postulat, « si on n'assume pas le fait d'un conflit frontal avec l'islamisme, on se retrouvera dans un clash avec l'Islam ». Pour lui, cette guerre mondiale contre ce terrorisme sera de longue haleine, elle ne sera résorbée que dans la durée.

Au plan politique, l'intégration dans le gouvernement d'une force qui a échoué, mais qui représente 30% du corps électoral, est nécessaire, stratégique et « un pari ». Un pari qui a obligé un parti islamiste, qui est loin d'être démocratique dans son idéologie, à s'inscrire dans le jeu politique démocratique. L'influence de cette expérience sera énorme, ce qui est en train d'être tenté en Tunisie accroîtra la capacité de bâtir une Tunisie moderne et revêtira une dimension régionale et aura une influence sur le processus de démocratisa-

tion dans les pays arabes. Cette expérience, indique Hubert Védrine « va peser sur l'Islam politique, qui se scindera en plusieurs courants ou va se durcir davantage ». Incontestablement, l'islamo-démocratie, estime M. Védrine, « sera un processus long, parfois lourd à supporter », mais c'est un processus qui est scruté notamment en Europe, avec espoir et méfiance

Au sujet du processus démocratique tunisien, l'ancien ministre français des Affaires étrangères salue les étapes prodigieuses franchies sur la base de compromis remarquables mentionnant la nécessité absolue d'engager des réformes pour « rendre le pays plus productif et plus compétitif ». Cela demande de trouver des pistes pour sortir des situations de rente, en mettant l'accent sur la justice et l'équité et en convaincant la population de travailler plus, de créer des emplois réels, non subventionnés. ■

# Epargnez et offrez-vous le meilleur crédit.



FCA

[www.atb.tn](http://www.atb.tn)



Retrouvez nos pages officielles ATB TUNISIE  
Plus d'informations en agence et sur [www.atb.tn](http://www.atb.tn)

Des professionnels à l'écoute



# ATB

البنك العربي لتونس



## Allocution de bienvenue

Par Taïeb Zahar,  
Président du Forum international de Réalités

Monsieurs

Honorables invités,

Excellences, Mesdames, Messieurs

Je voudrais d'abord remercier tous les participants d'avoir répondu présent à l'invitation de Réalités, pour la XVIIème session de son Forum International. Une session qui a choisi pour thème «La Tunisie post-Election et les Enjeux Régionaux».

Comme d'habitude, et cette année ne dérogera pas à la règle, je suis heureux de renouer avec ce forum, retrouver les fidèles et rencontrer de nouveaux intervenants qui, j'espère, deviendront des fidèles. Je suis heureux de renouer avec ce forum dont la marque de fabrique est l'échange et le dialogue constructifs. Cet évènement, bien que modeste par ses moyens a acquis peu à peu sa notoriété grâce à la qualité de vos interventions. Bienvenue donc à votre forum de référence.

Nos remerciements vont également à nos partenaires, nos amis qui ont cru en nous dès le départ, nous ont accompagnés dans les moments les plus difficiles et continuent

aujourd'hui de nous faire confiance.

Mes remerciements s'adressent aux parrains de ce Forum, la Délégation Européenne et l'Institut Européen de la Méditerranée (IEMED) dont je salue les représentants, l'Ambassadrice, Chef de la délégation de l'Union Européenne, S.E.M Laura Baeza et l'Ambassadeur Senen Florensa (IEMED). Mes remerciements s'adressent également aux entreprises privées qui nous ont soutenus toutes ces années.

Monsieur,

Monsieur,

Honorables invités,

Excellences, Mesdames, Messieurs

Depuis son inauguration, il y a aujourd'hui, 18 ans, le Forum International de « Réalités » s'inscrit toujours dans le cœur de l'actualité et des enjeux stratégiques régionaux, méditerranéens et arabes. Depuis, le Forum a gagné en maturité et en notoriété d'autant plus que l'initiative, première dans son genre, était même pionnière. En effet, à l'époque, pour la première fois, un média prenait un risque

qui en valait la peine, adoptant une approche constructive fondée sur la promotion des valeurs de dialogue, de tolérance.

Monsieur le Ministre,  
Monsieur le Secrétaire Général de l'UPM,  
Honorables invités,  
Excellences, Mesdames, Messieurs

La Tunisie, pays déclencheur des révolutions dans les pays arabes, est le seul qui a réussi sa transition démocratique à pas sûrs et qui l'a incrustée avec succès. C'est la révolution parmi celles portées par les printemps arabes qui est allée au bout du processus, renversant la dictature et remettant sur pied un régime basé sur le pluralisme et la démocratie. La Tunisie a ainsi, réussi à jeter les bases d'une alternance politique par les urnes, mettant en application une constitution d'avant-garde. Pour certains, « la démocratie tunisienne est la seule survivante des printemps arabes ». Une survivante, comme disait, le Président Français, grâce à un maître mot « Le COMPROMIS ». Le compromis comme éloge de la démocratie et du vivre ensemble.

Par contre, ailleurs, les forces politiques ont échoué à trouver cet équilibre délicat : En Libye, la charia est à la source du droit, et les institutions, inexistantes, ne viendront pas aider à trouver une pratique démocratique. En Égypte, la constitution est un texte sans âme qui ne dit rien sinon que les militaires au pouvoir vont donner leur tempo et fixer leur priorité. En Syrie, ce sont les armes qui ont gagné dans un conflit sanglant entre force obscures qui vont d'al-Qaida aux frères musulmans avec de groupes en groupes des frontières ténues.

Mais, en dépit de ce succès de l'exception tunisienne, la Tunisie constitue-t-elle un modèle, par rapports aux itinéraires d'affrontement idéologique en Égypte et au Yémen et de guerre civile, en Syrie et en Libye, confortée par le développement du terrorisme, dans l'aire arabe et les velléités d'établissement d'un califat territorial, en Irak et en Syrie ?

Une situation régionale qui n'est, désormais pas sans impacts sur le voisinage européen et subsaharien ? Ces défis redéfinissent-ils les enjeux régionaux ? Quelle est la perception européenne de cette démocratisation du voisinage sud-méditerranéen ? Quels moyens de soutien à cette promotion des valeurs partagées ?

Des valeurs partagées exposées aujourd'hui, plus que jamais, au risque d'extension du terrorisme, à partir des pays du printemps arabe, la participation de jeunes d'origine musulmane aux Djihad et les effets de leurs retours, suscitent des craintes.

Monsieur le Ministre,  
Monsieur  
Honorables invités,  
Excellences, Mesdames, Messieurs

La XVIIème session du Forum International de « Réalités » a choisi de mettre toutes ces thématiques au débat plus qu'actuel, placé sous le signe de : «La Tunisie post-Election et les Enjeux Régionaux».

Une thématique au cours de laquelle, la transition démocratique tunisienne sera abordée. Une démocratisation en gestation, dans le cadre de la bipolarité idéologique ; une Tunisie réconciliée ? Positions des mouvances politiques vis-à-vis de l'alternance politique ? S'agit-il d'un simple repli stratégique ? et l'Union Européenne dans tout cela ? Sachant qu'elle est le premier partenaire économique et financier de la Tunisie ? Réexamine-t-elle, le statut de la Tunisie ? l'élèvera-t-elle au statut de partenariat privilégiée à la lumière d'un contexte régionale pas très favorable. Sans oublier l'impact de la situation sécuritaire régionale, sur la Tunisie, l'interférence de la sécurité nationale et de la sécurité régionale sinon internationale?

Les frontières communes entre la Libye et la Tunisie font que la situation dans ce pays voisin ne peut pas être sans impact sur notre pays.

Quels effets d'entraînement pour la classe politique libyenne de la transition tunisienne, alors que la Libye est dominée par les seigneurs de la guerre. Quels est l'Etat des relations avec l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie ? Possibilités de rapprochement avec l'Égypte et concertation sur la question syrienne.

Et le nerf de guerre de tout cela, l'économie régionale ? L'union Européenne procèdera-t-elle à un examen des relations économiques et commerciales dans la nouvelle conjoncture ? Quel Co-développement et de appel à un financement, tel qu'un plan Marshall, pour l'aire du «printemps arabe». Le nouveau rôle de l'UMA et des organisations régionales. ■





## La nouvelle carte géopolitique du monde arabe Une chimère

**L**a nouvelle carte géopolitique du monde arabe et les enjeux sécuritaires ont été les deux grands thèmes discutés lors de la première journée du XVIII<sup>e</sup> forum international de « Réalités ».

Le premier thème qui a réuni des hommes politiques, un universitaire et un spécialiste des médias, a eu l'ambition d'analyser la nouvelle donne géopolitique du monde arabe et abouti après le passage en revue de certaines expériences à une conclusion à savoir, l'absence d'une nouvelle carte géographique précise dans le monde arabe et ce malgré les profondes mutations enregistrées au cours des quatre dernières années. En effet, la région arabe se trouve au cœur même des relations internationales. Pour M. Hatem Ben Salem, Président de cette séance, la Tunisie constitue la clef de voûte pour l'évolution de cette région. Cela tient à la spécificité de son expérience qui est en train d'enfanter dans la douleur un projet démocratique scrutée un peu partout dans le monde et suscitant à la fois des espoirs et des craintes.

Pour Sid Ahmed Ghozali, ancien Premier ministre de l'Al-

gérie, « tout ce qui se passe en Tunisie est suivi en Algérie avec sympathie ». A cela, il y a une raison, pour lui « Bourguiba, était là, il a fondé un Etat moderne et favorisé



*Hatem Ben Salem*



Sid Ahmed Ghozali



Aboubaker Kaddour

l'émergence d'une classe moyenne, tandis qu'en Algérie, Boumediene a laissé le pays au milieu du gué ». Pour l'ancien Premier ministre algérien, la nouvelle carte géopolitique ressemble beaucoup à l'ancienne. Pour sortir de la situation économique difficile, estime-t-il, « la Tunisie ne peut compter que sur elle-même et ceux qui sont à même de lui apporter le plus, ce sont ses voisins ». Néanmoins, l'offre des voisins n'est pas évidente, la Tunisie est en effet flanquée au sud par la Libye, en plein chaos, et à l'ouest par un voisin en danger permanent. Pour Ghozali, la maîtrise de l'influence extérieure « dépendra de notre capacité à résister et à supporter notre propre turpitude ». En effet, l'ancien Premier ministre algérien n'y va pas par quatre chemins, considérant « que nous sommes entravés par les erreurs des Occidentaux de leurs évaluations », il ajoute « que nous ne sommes pas convaincus que les Européens regardent d'un bon œil la réussite de l'expérience démocratique tunisienne » Au sujet du péril terroriste, la réflexion

de Sid Ahmed Ghozali est sans équivoque, en reconnaissant que l'Algérie a été l'un des pays qui a payé la première facture et que Daech n'est en fait qu'une coproduction des Etats locaux et des Occidentaux.

Parler de nouvelle carte géopolitique dans le monde arabe sans évoquer l'influence du chaos qui sévit en Libye sur la région, ne permet pas de cerner la nouvelle réalité dans toute sa complexité. Pour sa part, Aboubaker Kaddour, membre de l'ancienne Assemblée constituante libyenne, tout en précisant que la société libyenne n'est pas homogène et dominée par sa structure tribale, affirme que depuis 1969 le pays n'a pas réussi à bâtir un Etat, ni des institutions. Le chaos actuel, il l'impute

à plusieurs facteurs dont l'absence de leaders nationaux et l'exacerbation des conflits entre groupes sur fond d'intérêts économiques factices. M. Ezzeddine Kerkeni, ancien diplomate, a développé toute une autre analyse en établissant un lien dialectique entre nouvelle carte géopolitique et la géopolitique du gaz et du pétrole qui est à l'origine de l'exacerbation des crises dans les pays arabes.

M. Kerkeni pense que le contrôle des ressources de pétrole et de gaz est à l'origine d'une compétition acharnée entre les puissances mondiales qui font tout pour reconfigurer la carte régionale pour préserver leurs intérêts.

### La théorie du complot

L'expérience de la transition de l'Egypte présente parfois de grandes similitudes avec le processus amorcé en Tunisie depuis 2011. Il y a constamment entre les deux expériences des influences réciproques ce qui a permis, d'une part de tirer les enseignements qu'il faut et, d'autre part, d'éviter





*Ezzeddine Kerkeni*



*Mahdi Mozaffari*

⇒ de tomber dans de graves erreurs. Le dialogue national, initié en Tunisie en 2013, qui a abouti au départ de la Troïka du pouvoir, a été rendu possible grâce aux leçons tirées de la grave crise survenue après que l'armée égyptienne ait mis un terme au pouvoir islamiste de Morsi. Samy Omar du groupe Al Ahram, a focalisé son intervention sur la théorie du complot. Ce qui est en train de se passer dans la région, explique-t-il, est une concrétisation de la stratégie américaine du Grand Moyen-Orient arabe qui, tout en suscitant des crises, vise à diviser le monde arabe en Etats minuscules, pour mieux étendre son influence et les mettre sous sa tutelle.

M. Mahdi Mozaffari, universitaire iranien, a parlé des enjeux régionaux et de l'ambition de l'Iran de se prévaloir en tant que gendarme dans la région. Face à un front sunnite désuni, pense M. Mozaffari, « Téhéran n'a eu de cesse d'œuvrer pour devenir une puissance atomique pour des raisons idéologiques ». Et d'ajouter « ce Pentagone chiite, qui a pour satellites la Syrie et le Yémen, cherche à déstabiliser la région par l'encouragement du terrorisme et par son



*Samy Omar*

ambition démesurée de s'appropriier l'arme atomique pour s'imposer en tant que puissance régionale ».

D'une manière générale, à la faveur d'un échange d'idées



sur des expériences qui se croisent mais ne se ressemblent pas, il est apparu qu'il est encore prématuré de parler d'une nouvelle carte géopolitique du monde arabe. Les processus enclenchés depuis 2011 connaissent des fortunes diverses et certains ont divergé de leur but initial. Ce qui se passe en Libye, en Egypte, en Syrie et au Yémen est loin de livrer tous ses secrets. La prolifération de groupes armés et la menace terroriste demeurent des inconnues, leur maîtrise pose encore problème et suscite de grandes interrogations. ■

# NOUVELLE PEUGEOT 308 TURBO PURETECH 110 CH « ÉLU MOTEUR DE L'ANNÉE 2015 »\*\*

Kerouit&Kerouit



1-litre to 1.4-litre  
PSA Peugeot Citroën  
1.2-litre three-cylinder turbo

**3 ANS\***  
GARANTIE

PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL

Photo non contractuelle

\*La garantie 3 ans = 2 ans de garantie constructeur limitée à 100.000 Km + 1 année de garantie Stafim, limitée à 150.000 Km.  
\*\*Dans la catégorie des moteurs de cylindrée 1L à 1,4L au moteur 3 cylindres turbo PureTech développé par PSA.



## NOUVELLE PEUGEOT 308

MOTION & EMOTION



**PEUGEOT**

**STAFIM ET SON RÉSEAU :** Rue du Lac Léman - Les Berges du Lac - 1053 Tunis - Tél. : (216) 71 86 04 44 - (216) 71 90 05 15 - (216) 71 80 60 22 - Fax : (216) 71 86 23 03.  
• Pour plus d'informations, contactez votre agent Peugeot le plus proche. Liste du réseau disponible sur [www.peugeot.com.tn](http://www.peugeot.com.tn)



## Phénomène terroriste en Tunisie

# Inquiétants questionnements

Aujourd'hui, la Tunisie vit un moment crucial de son histoire moderne. Tout en réussissant son processus de transition, elle reste sous la menace terroriste avec, en sus, un Etat fragile et des difficultés économiques et sociales de plus en plus insoutenables. Quels sont les enjeux sécuritaires qui se présentent et les stratégies à adopter ? Ces différents axes ont été discutés lors du Forum organisé par « Réalités » les 23 et 24 avril derniers.

Sans le vouloir et sans y être spécialement préparée pour l'endiguer, la Tunisie s'est trouvée dans l'obligation de déclarer la guerre contre le terrorisme dont les tentacules n'ont pas fini de s'étendre et le péril de se propager. Cette guerre a coûté jusqu'ici, la vie à 75 martyrs parmi les agents de sécurité et les forces armées, outre les deux assassinats politiques. L'attentat du Bardo, a fait 23 victimes, et la guerre semble encore longue et le tribut à payer plus lourd.

Quel que soit le degré de gravité de la situation, le remède ne pourrait être administré qu'après un diagnostic complet. La Tunisie, tout en étant une cible, constitue une route de transit vers l'Algérie grâce à des frontières communes caractérisées par une chaîne montagneuse propice aux mouvements illicites des groupes armés. A travers la Tunisie et l'Algérie, c'est la sécurité de toute la région qui est menacée.

Pour les groupes terroristes, la région du Maghreb est la pièce manquante pour la concrétisation de leur projet d'édification d'un Etat islamique. Au Sud Est, la portière a déjà été ouverte en Libye où certains territoires sont déjà tombés sous

le contrôle de ces groupes.

La réussite du processus de transition en Tunisie a été un catalyseur à l'action de ces groupes dont l'idéologie et le mode opératoire sont incompatibles avec les valeurs démocratiques et le fonctionnement normal des institutions de l'Etat. A cet effet, pour comprendre le fonctionnement des groupes terroristes, qui est un préalable pour l'élaboration d'une stratégie de lutte efficace, il faut éviter de raisonner sous l'angle sécuritaire uniquement.

### Quelle stratégie de lutte ?

« Il faudra adopter une approche globale, qui va au-delà de la sécurité, prenant en compte tous les aspects. Il existe actuellement une multitude d'idées de propositions, de stratégies et de solutions, mais point d'approche globale » souligne l'ancien ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur chargé de la sécurité nationale, Ridha Sfar.

Pour lui, il existe trois aspects à prendre en considération dans l'approche globale. Et de s'interroger, « faut-il combattre le phénomène pour réussir la transition ou la réussir pour en venir à bout ? »

Le premier aspect est la menace terroriste, qu'il faut identifier, connaître l'entité, le projet. Il s'agit d'une confrontation de deux projets. D'un côté l'Etat avec sa conception moderne et de l'autre, une entité proposant ou imposant un Etat islamiste niant l'existence même de l'Etat. Sa cible, ce sont les

Plongée à Tabarka  
Site archéologique de Dougga



**Tunisie**  
[www.bonjour-tunisie.com](http://www.bonjour-tunisie.com)

**J'Y VAIS.**



Ridha Sfar



Alaya Allani

⇒ pays en transition qui, avec la faiblesse de l'autorité de l'Etat, sont devenus le maillon faible. Cette entité mute et évolue. Elle passe de l'état d'organisation à l'instar d'Al Qaida, au statut d'Etat qui ne connaît pas de frontières. Le deuxième aspect est la stratégie et le troisième concerne le plan d'action. L'ancien ministre de la Justice, Hafedh Ben Salah ajoute l'aspect juridique ainsi que la détermination de l'acte terroriste. Pour Alaya Allani, historien et chercheur, il y aurait deux catégories de terrorisme. Le premier à pour cible les postes de police et les agents de sécurité, symboles de l'Etat et de son autorité, le deuxième, ordinaire, est celui qui s'attaque à la population.

La question qui se pose, dans le cadre de la stratégie de prévention et de lutte contre le terrorisme, se rapporte à la manière avec laquelle on pourrait intégrer l'Islam politique dans le jeu politique. Cela requiert de renoncer à l'instrumentalisation de la religion, insiste Alaya Allani et d'organiser un congrès national qui définira une stratégie consensuelle et globale de lutte contre le terrorisme.

Le phénomène terroriste a observé depuis 2011 trois phases successives. La première avait concerné l'attaque de l'ambassade américaine, la deuxième a été la phase post attaque et la dernière fut l'attentat du 18 mars dernier au musée du Bardo, souligne Alaya Allani. En matière de stratégie, les attaques sont passées des zones frontalières aux zones urbaines. Dans leur formation, les cellules sont passées par plusieurs stades, de la constitution des cellules dormantes (recrutement, armement et logistique) pour passer aux phases d'expansion et d'action.

#### Le rôle pervers des associations

Pour Ridha Sfar, la grande question qui se pose a trait à « la jeunesse qui a été poussée à suivre cette voie ? ». Alaya Allani met l'accent sur le rôle pervers joué par les associations qui ont investi les mosquées pour prêcher le dogmatisme et recruter des djihadistes. Entre 2011 et 2014, 8060 associations ont été créées sans aucun contrôle sur leurs sources de financement.

Hafedh Ben Salah estime que des autorisations ont été accor-



Hafedh Ben Salah

dées à la va-vite à certaines associations sans critères objectifs. Résultat : on a assisté à l'éclosion sauvage des associations qui sont apparues très vite et partout.

« La Libye est la source de tous les maux » estime Alaya Allani, qui explique que « ce pays concentre tous les ingrédients : armes, argent et absence de l'Etat. Elle est la route menant à l'Irak et à la Syrie, aux confins de l'Afrique subsaharienne et ouvre la porte d'accès pour le Maghreb, objectif ultime des terroristes ». La menace terroriste reste récurrente et omniprésente. L'objectif de ces groupes est de créer le chaos, en attaquant frontalement les institutions de l'Etat et ses symboles, en semant la peur et en hypothéquant le développement du pays en prenant pour cible les secteurs les plus sensibles comme le tourisme. Malgré leur capacité de nuisance, ces semeurs de la mort ne pourront pas, si on prend le cas de la Tunisie, concrétiser leurs basses besognes.

Outre leur rejet par les Tunisiens qui s'attachent à leur modèle de société, ils trouvent devant eux un Etat qui, même s'il s'est affaibli à un certain moment, montre actuellement une forte détermination pour combattre ce phénomène par tous les moyens. ■

STB  BANK

**Votre Premier Partenaire  
en Tunisie**

Siège social : rue Hédi Nouira - 1001 Tunis  
Tél : (216) 71 340 477 - Fax : (216) 71 340 009  
E.mail : stb@stb.com.tn - Site web : www.stb.com.tn



## Les conditions du succès des transitions politiques

# Risque de confiance contre risque de défiance

Le forum international de Réalités dont les travaux ont essayé de cerner les enjeux nés de la Révolution du 14 janvier 2011, a consacré lors de sa première journée un panel sur une thématique de grand intérêt : Les conditions du succès des transitions politiques: - Quel modèle de régime politique ? Ce panel présidé par Mme Elizabeth Guigou a eu le mérite de faire un croisement intelligent entre plusieurs expériences démocratiques, en permettant à des personnalités de différents bords d'apporter des éclairages utiles sur des processus inédits où partis politiques et société civile ont grandement contribué à l'émergence d'expériences démocratiques dans la région.

En effet, à la faveur de l'échange d'idées et d'expériences, une idée force a dominé le débat à savoir que dans cette région, confluente de toutes les civilisations, il sera possible tôt au tard de parvenir à un projet qui réunira les deux rives de la Méditerranée et à construire par la volonté des peuples de la région, une zone de développement, de prospérité et de stabilité. Même si le socle des valeurs est extrêmement sensible, dangereux, on garde un certain optimisme.

L'expérience libyenne revêt à cet égard une importance cruciale. En dépit du chaos qui perdure et des périls qui existent, certains avancent que le drame libyen a été nourri

par une certaine incompréhension des réalités de ce pays et par l'interférence de forces extérieures.

Cet avis est partagé par M Oussama Asaad, qui affirme qu'il existe dans le cas d'espèce, un véritable paradoxe, puisque à l'extérieur on a l'impression qu'on ne connaît pas bien la Libye et à l'intérieur, les libyens se connaissent mal, ou très peu. La région est, précise-t-il, « se méfie beaucoup de la région ouest et, dans une même région, la méfiance entre les différentes tribus est vivace et se nourrit d'une peur et une inquiétude de l'avenir ». Le chaos libyen trouve son explication dans plusieurs facteurs, d'abord l'incapacité, de la classe politique après la révolution de 2011, à présenter aux Libyens un projet national. Malgré cela, estime Asaad, « tout le monde est prêt pour le dialogue, même les islamistes radicaux comme Ansar Charia ou le conseil de la Choura de Benghazi ». La raison est simple, tout le monde est fatigué par un conflit, tout le monde exprime un désir ardent de l'arrêter, mais personne ne sait comment faire. Pour Asaad, la jeunesse libyenne ne refuse pas la démocratie, bien au contraire, elle veut améliorer son niveau de vie, apprendre, s'ouvrir, mais elle demeure inquiète. Le dialogue qui se déroule actuellement au Maroc pour trouver une solution politique à cette crise, estime-t-on, ne

peut aboutir à un projet durable que s'il est accompagné en Libye même, d'un dialogue social. Cela est possible, il suffit de comprendre la mentalité libyenne avant de la juger et de ne pas prendre les choses sous le prisme tribal et de le considérer comme un obstacle. Bien au contraire, conclut M Asaad, il faut savoir utiliser les tribus pour créer un intérêt commun entre elles mêmes et entre les régions.

### Une mutation contre le sens de l'histoire

Traitant du cas spécifique de la transition politique en Tunisie, Mme Hélé Béji a fait une analyse profonde de cette mutation qui s'est opérée depuis le 14 janvier 2011 en Tunisie. Pour elle, la grande difficulté, ce n'est pas tant le passage d'un système autoritaire à un système, démocratique, mais plutôt d'un système où la représentation religieuse était interdite sur le plan politique, à un système où elle a droit de cité. C'est dans cette mutation politique, estime Mme Béji « qui va à l'encontre du sens de l'histoire, où le religieux a un statut légitime dans la société que va se jouer l'avenir de l'histoire récente de la Tunisie ». En effet, la Révolution du 14 janvier 2011 a bouleversé ce schéma classique selon lequel on doit se libérer de la religion pour fonder la liberté. Mme Béji explique que « chez nous le droit religieux a pris possession de cette liberté de manière totalement logique. Le religieux s'est fait admettre une représentation politique ». ce qu'a inscrit la Révolution tunisienne dans l'histoire du monde, c'est l'inversion de l'esprit auquel on a été accoutumé, d'où le choc entre l'Islam et la philosophie moderne. (voir l'intégralité de l'intervention à la page 22)

L'expérience de l'accès des islamistes tunisiens au pouvoir ne manque pas d'enseignements. Le prosélytisme violent a choqué tout le monde et le peuple a été vite habité par une sorte de psychose. Hélé Béji, explique cette situation en disant « qu'ils se cachent derrière le masque démocratique pour assassiner la démocratie ». Il a est résulté que les citoyens et les croyants se sont offusqués que le livre saint soit utilisé « comme un levier d'ascension politique et en même temps d'incurie gouvernementale ». pour cette raison la désillusion a été brutale dans la mesure où l'exercice de la chose publique constitue avant tout une rude école de responsabilité. Ce qui est important, relève Mme Béji, c'est que « les islamistes ont accepté leur défaite, encaissé cet échec et consenti à leur disgrâce. Ce qui n'est pas du tout facile. Ils se sont résignés à lâcher le pouvoir avant même que les électeurs ne les fasse chuter ». La raison est toute simple, « ils ont négligé l'histoire et quand on néglige l'histoire on est puni ». Les islamistes d'Ennahdha, ont, en effet, sous estimé la fibre patriotique des Tunisiens qui a rassemblé beaucoup plus de citoyens que le parti islamiste n'a pu le faire.

Les évolutions récentes survenues sur la scène politique tunisienne après les élections de 2014 est un bel exemple de realpolitik. « il faut oser le risque de la confiance qui est moins dangereux que le risque de défiance. L'esprit de la Révolution du 14 janvier a fait estime Mme Béji « que la démocratie tunisienne ne s'est pas vidée de la religion ».



Elizabeth Guigou



Oussama Asaad

En Tunisie, la liberté existe, elle est semblable à celle qui existe dans les pays européens, mais elle est différente sur un seul point ; elle ne peut avoir aucune réalité pour la majorité des Tunisiens sans l'existence de Dieu.

### La Tunisie est bien partie

Mme Elizabeth Guigou, présidente de séance qui a clôturé ce panel a exprimé son optimisme et son intérêt pour les expériences présentées. Pour elle, il a été possible de mieux saisir la complexité de la situation qui prévaut en Libye. Malgré le chaos, ce qui est intéressant c'est l'existence de responsables qui réfléchissent pour rejoindre l'expérience de la Tunisie. Elle s'est déclarée impressionnée par la présence de la femme tunisienne, « les femmes tunisiennes, c'est quelque chose, dit-elle ».

Elles n'ont pas fait toutes seules ce parcours, parce que souvent derrière elles, des hommes pour les aider et les soutenir. Si en Europe la séparation entre le temporel et le spirituel avait été consommée depuis des siècles, elle a estimé que le débat sur l'islam dans les sociétés maghrébines, ne peut être conduit et résolu qu'au sein de ces sociétés et par le respect des volontés des peuples. Dans tous les cas de figure, dans ce processus vers la démocratie, « la Tunisie est bien partie », conclut Mme Guigou. ■

# L'islam civil

Par Hélé Béji

Je voudrais axer mon propos sur la principale difficulté que nous aurons à résoudre dans les années à venir : non pas celle de la transition d'un système autoritaire, vers un Etat démocratique, mais surtout celle d'un système où la représentation religieuse était interdite, vers celui où elle a désormais droit de cité. C'est dans cette mutation politique, qui va à l'encontre du sens de l'histoire communément admis, que va se jouer notre existence politique.

En effet, nous savons que la genèse démocratique, partout dans le monde, s'est faite dans le recul du religieux, non dans sa vitalité renaissante. Le déclin des églises en Europe a entraîné un scepticisme confessionnel qui est une force morale contre les fanatismes. C'est ce climat débarrassé de la tyrannie métaphysique qui a permis l'épanouissement de la vie démocratique.

Or, la Révolution du 14 janvier a bouleversé ce schéma, celui selon lequel on devait d'abord se libérer des religions pour commencer à fonder les libertés. Elle a introduit, avec la liberté, le droit de la religion à être admise au statut de la représentation politique, après avoir été durement réprimée par le premier nationalisme d'Etat.

Elle a renversé l'ordre historique auquel on était accoutumé. La religion n'est plus simplement l'ombre d'un ordre ancien, elle est une force d'émergence qui rencontre avec la Révolution tunisienne l'expérience de la liberté, tout simplement la philosophie moderne. La révolution tunisienne a inscrit, dans sa modernité même, l'avènement du religieux en politique.

Je ne reviendrai pas ici sur les circonstances qui ont porté Nahdha au pouvoir en 2011, puis sur les maladroites d'un clergé d'Etat néophyte, et la perte de son hégémonie. Je dirai seulement que son prosélytisme violent a choqué le peuple, et qu'il a nourri la psychose d'un agenda caché des islamistes, travaillant derrière le masque démocratique à la liquidation de la démocratie. Les citoyens se sont offusqués que le livre saint soit un levier d'ascension politique et d'incurie gouvernementale, au service d'une nouvelle nomenclature que trois ans de nouveaux privilèges ne distinguaient plus des figures de l'ancien régime. Rude école de responsabilité, que l'exercice de la chose publique ! Bref, la désillusion a été brutale.

Mais le plus remarquable est que les islamistes ont accepté cet échec, ils ont consenti à leur disgrâce. Ils se sont résignés à lâcher le pouvoir avant même que de nouvelles élections n'entérinent leur défaite en 2014. Face au redressement fulgurant du nationalisme, ils sont passés maîtres dans l'art de l'adaptation, du renoncement.

La vérité est qu'ils ont été rattrapés par la vague patriotique qui a rassemblé plus largement que le parti religieux. Ils avaient sous-estimé le sentiment patriotique dans l'esprit révolutionnaire. Ils n'y ont vu que la rupture avec la dictature, alors que l'élan national renaissait dans le mouvement de liberté. Ils n'ont pas compris que le 14 janvier était aussi



Hélé Béji

un aboutissement du réformisme tunisien.

En négligeant l'histoire, les islamistes sont apparus comme les dictateurs d'un nouvel empire, non l'empire occidental, mais l'empire oriental. La mise sous tutelle religieuse n'a pas plus été supportée que la tutelle coloniale.

Sous la pression des forces nationales qui les ont battus par les urnes, les islamistes ont réalisé qu'il était temps de « nationaliser » l'islam, qu'un islam politique qui mettrait en péril la nation n'aurait pas droit de cité. Cette conversion d'une doctrine sacrée à la conscience nationale est, pour l'islam tunisien, l'aube de sa réforme. Cet aggiornamento de l'islamisme tunisien vaut pour les Musulmans hors Europe et intra Europe.

Peu à peu, l'incompatibilité tragique entre les « modernistes » et les « islamistes » s'est muée en apprivoisement réciproque. Hier encore, sur la place du Bardo, on s'investissait de chaque côté des barbelés, prêts à se donner l'assaut. Aujourd'hui les spartiates de la Religion et de la Nation siègent dans le même gouvernement, chantent en chœur l'hymne national à l'Assemblée, et jurent à l'unisson qu'ils mèneront contre l'islam militaire une guerre sans pitié.

On a vu Béji Caïd Essebsi et Rached Ghannouchi, les ténors des armées adverses, se donner l'accolade. Sur les plateaux télé, les barbus montrent un visage souriant. Les « modernes » émaillent leurs propos de citations bénies. Les imams quittent leur mine cléricale pour des badinages d'intellos, ils récitent avec zèle les oracles de la Constitution, tandis que les universitaires se plaisent à rejouer quelques versets du Coran. Chacun prête à l'autre son masque reconverti. Le mot charia a disparu des discours et des controverses. C'est une seconde révolution !

En jouant la carte du compromis et du partage du pouvoir, les Tunisiens ont conçu leur démocratie comme un modèle

# Réalisez plus avec nos Packs à partir de 0DT

Optez pour le pack Microsoft Lumia postpayé qui convient à votre entreprise à partir de 0DT avec le forfait de votre choix: **Mobi, Select, Serenity et Intense**

Pack Microsoft  
LUMIA 640XL  
à partir 0DT



Pack Microsoft  
LUMIA 730  
à partir 149DT



Pack Microsoft  
LUMIA 830  
à partir 99DT



Pack Microsoft  
LUMIA 532  
à partir 0DT

Les packs Microsoft Lumia sont disponibles à différents niveaux de prix selon le forfait choisi (forfait Select, Serenity, Mobi et Intense, à partir de 40 DT HT) avec un engagement minimum de 12 mois.

⇒ inédit. Peut-être le seul moyen de subordonner la religion à l'autorité de la nation, par le droit et non la force. C'était un choix difficile, mais un choix juste. Il faut oser le risque de la confiance. Le schéma classique d'une opposition entre le nationalisme et l'islamisme, se disputant tour à tour l'Etat, serait fatal à la paix civile.

Pourquoi ?

Parce que le contexte social tunisien n'est pas le même qu'en Europe, comme je l'ai dit. L'esprit de la Révolution ne s'est pas affranchi de la foi populaire, avec autant de force philosophique que la Révolution française (Tocqueville). La démocratie tunisienne ne s'est pas vidée d'une piété qui nourrit le contrôle de soi, la quiétude intérieure, le culte des siens et la confiance en l'autre. L'indifférence spirituelle n'existe pas. La liberté, semblable à celle de l'occidental, en diffère sur un point, qui est de taille : elle n'a aucune réalité sans la présence de Dieu. L'islam n'est pas une simple opinion politique, mais le fonds moral et spirituel de la société. Avoir vaincu Nahdha aux élections ne signifie pas que l'islam ait perdu son ascendant dans l'opinion. Il est minoritaire politiquement, mais il reste majoritaire culturellement.

Ainsi, le principe de division démocratique, qui veut qu'une société puise dans ses conflits sa créativité, n'est pas toujours pertinent. Il faut l'adapter. Quand des formations religieuses entrent dans l'arène, le débat exige plus de concessions, et moins de surenchère que dans les pays où la culture s'est affranchie de l'intimidation divine, où les disputes routinières entre la droite et la gauche se livrent sans risque de vie ou de mort.

Même là, ce n'est peut-être plus le cas. En France, on se remet à tuer les libres-penseurs comme au temps de l'Inquisition. La démocratie française n'a pas trouvé le lien entre l'islam et la laïcité, comme elle l'avait fait avec les Chrétiens et les Juifs. Le garde-fou de la séparation de l'Eglise et de l'Etat se fissure sous le séisme de l'église jihadiste.

La Tunisie a-t-elle ouvert une voie ? Si les nationalistes et les islamistes élaborent le récit d'une patrie commune, nous vivrons une avancée morale qui ne sera pas seulement la nôtre, mais qui vaudra pour tous ceux aux prises avec la violence religieuse. La Tunisie dessine la possibilité d'un islam « civil », faire du musulman un démocrate dans sa nation, faire de la religion elle-même une variante de l'esprit national contre le jihadisme.

J'illustrerai cet espoir par un mot sur la cérémonie de la tragédie du Bardo. Le monde entier a suivi l'hommage aux victimes du terrorisme. Mais une scène est passée quasiment inaperçue.

Dans le hall d'entrée du musée, au pied de la gigantesque mosaïque figurant Neptune dans son attelage équestre bondissant sur les flots, auréolé de médaillons représentant les Néréides nues sur des monstres marins, et les sirènes-oiseaux, on a assisté à un spectacle insolite. Des chanteurs tunisiens ont pris place sous le Triomphe de Neptune (c'est le nom de la mosaïque), dans une posture rituelle rehaussée de leurs toges et leurs turbans soyeux, ils ont psalmodié des mélodies sacrées qui semblaient s'élever vers le dieu océan, comme si Neptune les écoutait ravi, en pacifiant les éléments

« **La démocratie tunisienne ne s'est pas vidée d'une piété qui nourrit le contrôle de soi, la quiétude intérieure, le culte des siens et la confiance en l'autre. L'indifférence spirituelle n'existe pas. La liberté, semblable à celle de l'occidental, en diffère sur un point, qui est de taille : elle n'a aucune réalité sans la présence de Dieu.** »

de son trident surnaturel.

Voilà que l'islam, dont la raison d'être était d'avoir vaincu l'idolâtrie, célèbre les dieux de l'Olympe, rend un hommage à Rome et à Carthage, au génie punique, grec, latin. En offrant un cantique éclatant aux splendeurs de la culture antique, le monothéisme ne condamne plus le paganisme.

Au contraire, Neptune, le dieu des mers et de la terre, est célébré comme un ancêtre par les descendants du prophète. L'islam devient une odyssee de l'histoire humaine, et non plus sa représentation totale. Il sait qu'il n'est pas à l'origine de tout, qu'une antiquité le précède dans la profondeur du temps, un supplément d'origine qui ouvre la création infinie de l'origine, le passé inépuisable d'une condition humaine commune. Mais le clou du spectacle était la présence des chefs islamistes au grand complet, communiant à cette apothéose du syncrétisme religieux contre le fanatisme, où des choristes pieux ont ressuscité le Triomphe de Neptune par une passion du beau en symbiose avec la béatitude de leur foi.

Après l'épouvante sépulcrale du massacre, la beauté des corps composés de pâte de verre, de corail et de granit a fait resplendir des images de vie dans les gestes des nymphes, comme s'animant sous la pureté virile des voix. L'islam tunisien a mis en musique son esprit, au diapason du poème mythologique.

L'inspiration antique s'est mariée à la douceur de la Révélation. Le musulman n'a plus à briser l'œuvre pour s'élever vers dieu, et sa foi n'a plus à se renier pour magnifier l'œuvre. Le Bardo a ouvert les pages du Livre incréé dans le vaste tableau des choses créées par l'art, la nature et la vie.

J'aime à penser que les fresques du Bardo, soulevées par la grâce de l'hymne musulman, ont scellé avec lui le serment de la vie contre la mort, celui que l'islam tunisien a offert ce jour-là au genre humain. ■

*1- Tocqueville : Nulle part l'irréligion n'était encore devenue une passion générale, ardente, intolérante ni oppressive, si ce n'est en France. P. 486 ... En France on attaqua avec une sorte de fureur la religion chrétienne, sans essayer même de mettre une autre religion à sa place. On travailla ardemment et continûment à ôter des âmes la foi qui les avait remplies, et on les laissa vides...p 487*

# DÉCOUVREZ LA GAMME VOLVO DES ENGINES DE TRAVAUX PUBLICS



## Allocution de **Mme Laura Baeza**, Ambassadeur de l'Union Européenne en Tunisie

# «PPP : Libérer le potentiel de l'investissement européen»

Monsieur Taieb Zahar, Président de Maghreb média, Messieurs les ministres, Excellences, chers invités.

Je suis très heureuse d'être parmi vous ce soir afin de débattre sur un thème au cœur de l'actualité et qui revêt une importance particulière aussi bien pour vous que pour nous : **comment libérer le potentiel de l'investissement européen en Tunisie à travers les PPP?**

**En effet, stimuler les investissements** est l'une des préoccupations principales pour relancer les économies, tant en Europe qu'en Tunisie.

**C'est pour cela que de notre côté**, le nouveau Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a lancé, au début de son mandat et comme première initiative, un « Plan d'investissement pour l'Union européenne » visant à accroître l'investissement et mettre l'Europe sur la voie d'une reprise économique soutenable et durable. Ce souci est partagé par la Tunisie qui considère **la relance de l'investissement comme l'une de ses priorités et l'a inclus dans le programme de son gouvernement pour les 100 premiers jours.**

C'est la raison pour laquelle le Ministère du Développement et de la Coopération internationale s'appelle désormais Ministère du Développement, de l'**Investissement** et de la Coopération internationale. Ce n'est pas un changement sémantique mais un signal politique fort donné à la communauté internationale, que la Tunisie place désormais l'investissement au cœur de ses politiques.

Je suis heureuse de relever que les travaux de préparation d'un **nouveau code d'investissement** ont repris sous la houlette du Ministre du Développement, de l'investissement et de la coopération internationale, Monsieur Yassine Brahim.

Il me confiait récemment que la nouvelle version du code sera prête très prochainement (mi-mai). Elle sera axée sur la simplification des procédures afin de dynamiser les investissements, avec des incitations qui cibleront particulièrement les régions les plus défavorisées.

Ce séminaire intervient à point nommé pour discuter aujourd'hui du **Partenariat Public Privé (PPP) comme modalité de financement** et de réalisation de projets à intérêt public avec un apport déterminant du secteur privé en termes d'innovation, créativité, efficacité et rentabilité, **surtout dans un contexte difficile pour les finances pu-**



**bliques et de manque d'investissements privés en Tunisie.**

Les PPP pourraient alors stimuler les prestations des services publics tout en réduisant les pressions budgétaires comme cela a été le cas dans de nombreux pays en Europe. En effet, les institutions européennes sont bien placées pour conseiller le gouvernement tunisien sur les nombreuses expériences en Europe en terme de PPP - les opportunités mais aussi les risques – afin d'assurer que la Tunisie profite pleinement de ce nouvel outil !



**Faciliter le partenariat entre le public et le privé est aussi un bon moyen d'attirer de nouveaux investissements européens en Tunisie**, à un moment où ces derniers sont particulièrement faibles (baisse de 45% des IDE européens en 2014 !). Depuis le pic d'investissements enregistré en 2008, nous avons observé un recul continu des nouveaux IDE européens en Tunisie. Mettre en place un cadre juridique adéquat pour les PPP permettra de **rétablir la confiance** sans laquelle rien ne peut se faire et d'attirer de nouveaux IDE européens en Tunisie.

Depuis la Révolution, l'Union européenne a **activement soutenu** le Gouvernement dans la mise en place d'un cadre législatif qui permettrait à la Tunisie de profiter du développement des PPP et attirer davantage l'investissement européen. Par quels biais ?

Nous avons convenu avec les autorités tunisiennes, d'inclure cette thématique parmi les mesures du 3e Programme d'Appui à la Relance (PAR3) doté de 110 millions d'euros, pour inciter le gouvernement à introduire des réformes économiques et de gouvernance à mêmes de soutenir la relance économique du pays. Nous avons dans ce cadre **soutenu les travaux de la Présidence du gouvernement dans l'élaboration d'un projet de loi sur les PPP**, ainsi que son décret d'application. Nous avons également, à la demande des autorités tunisiennes, donné des recommandations visant à **l'amélioration du décret d'application de la loi sur les concessions de 2008**, ainsi qu'un décret établissant **une nouvelle unité dédiée à l'assurance qualité de contrats de concessions**, unité qui verra d'ailleurs son mandat élargi au suivi des contrats de PPP une fois la nouvelle loi adoptée. J'espère que cette structure jouera un rôle moteur pour assurer le succès des premiers contrats PPP en Tunisie.

Ce n'est pas un hasard que nous avons **choisi et débattu le thème des PPP lors de la dernière réunion du conseil**

**UE-Tunisie pour l'entrepreneuriat** qui a eu lieu les 12 et 13 mars 2015 ici à Tunis. Cette conférence a réuni des entrepreneurs tunisiens et européens, des membres de l'ARO, ainsi que des universitaires et des experts nationaux et internationaux ayant travaillé sur la question, pour échanger leurs points de vue et expériences en Europe et dans plusieurs pays et régions du monde.

**La question des PPP a été abordée sous deux angles cruciaux pour l'économie tunisienne à savoir le développement régional et l'innovation.** Les membres du Conseil et les participants ont mis en exergue la **nécessité d'accélérer l'adoption du projet de loi par l'ARP** et de développer les PPP en Tunisie qui pourraient permettre d'améliorer les services fournis aux citoyens dans les régions. À son tour, l'amélioration du cadre de vie dans les régions pourrait avoir des effets d'entraînement des investisseurs privés souhaitant s'y installer. C'est pour cela que les régions doivent être à l'origine de l'identification des futurs projets à développer en PPP, et de leur priorisation.

Les membres du conseil ont insisté sur la nécessité **de bien choisir et étudier les premiers projets de PPP pour qu'ils soient des « success stories »** capables de mobiliser l'intérêt du secteur privé et rassurer les sceptiques, et de s'inspirer de l'expérience européenne et étrangère en la matière, et, si nécessaire, faire participer des compétences externes dans le montage des premiers projets.

Le PPP est un métier technique très complexe, et la Tunisie doit se donner le temps de bien former de l'expertise locale, y compris dans les universités.

Les entrepreneurs tunisiens et européens ont également noté que le développement des PPP en Tunisie ne passe pas uniquement par l'adoption de la nouvelle loi, mais **implique un rétablissement de la confiance entre les secteurs public et privé et un changement de mentalité dans**

## Et si le potentiel de l'investissement européen était libéré ?

M. Tahar Sioud a pris la parole pour souligner que le thème soumis au débat, véhicule une multitude de questions capitales, relatives non seulement à une vision globale des réformes à instaurer mais aussi à une mise en considération du phénomène de la globalisation et de la mondialisation, à une appréciation du partenariat européen et enfin à une évaluation de la relation « public-privé ».

Le premier point capital soulevé par M. Tahar Sioud est l'assainissement du climat d'investissement. Le signal a été lancé en septembre dernier avec « Tunisia is open for business » et surtout à l'investissement privé resté à son balbutiement.

Le second point a touché les réformes du secteur financier et surtout bancaire avant d'aborder la question relative au secteur public et enfin le dernier point porte sur les secteurs sociaux et éducatifs.

L'instance de ces réformes a été faite et la réunion de septembre a permis de présenter une première ébauche avec la présentation de différents projets. Plus d'une vingtaine qui avaient comme caractéristiques le partenariat public-privé représentaient un investissement global supérieur à 12 milliards de dinars. Ces projets s'appuyaient sur une vision qui constituait la base même d'un projet de loi.

En fait, au moment où le pays est immobilisé pour la mise en place de stratégie de relance et de développement économique à court et à moyen termes en tenant compte des priorités, certaines parties tiennent à ouvrir un débat classique autour du rôle « secteurs publics et privés ». Sauf à vouloir se ranger à contre courant de la globalisation et de ses exigences, M. Tahar Sioud a affirmé qu'il faudrait se rendre à l'évidence et faire en sorte que les secteurs publics et privés soient plutôt complémentaires voire partenaires. « Les pays qui l'ont compris ont connu des changements notables et



Tahar Sioud

une croissance notoire pour ne pas dire sans précédent. » En conclusion de son intervention, M. Tahar Sioud a ajouté que la Tunisie a besoin aujourd'hui de travail et de mobilisation autour d'objectifs et de défis nationaux dans un cadre intégré défini et précis. Tout ceci en tenant compte des intérêts de toutes les parties concernées qu'elles soient publiques ou privées en évitant les débats stériles qui ne mènent nulle part. « Il faut stimuler l'investissement surtout dans le domaine privé afin d'enrayer le ralentissement économique observé après la Révolution avec comme objectif, la promotion de l'investissement privé greffé sur la création d'un environnement bien compétitif se résumant en trois clés : La restructuration du secteur financier, l'amélioration de la quantité de services par la promotion de la responsabilisation et l'accroissement de la transparence politique et des finances publiques ». ■

→ la direction d'une contribution plus active, plus reconnue et valorisée du secteur privé dans le domaine social.

A cette fin, **des actions de formation sur les différentes formes des PPP**, afin de bien choisir la modalité la mieux adaptée à chaque projet proposé, ainsi que de sensibilisation sur les avantages, devront être menées envers toutes les parties prenantes. De nombreux secteurs peuvent susciter un intérêt pour le PPP, tels que la santé, l'enseignement, le transport, les logements sociaux, l'agriculture et l'environnement.

En ce qui concerne les **recommandations ayant trait à l'innovation**, les entrepreneurs ont insisté sur la nécessité d'inclure dans les contrats PPP des clauses pour promouvoir l'innovation et le transfert technologique et d'évaluer les structures qui existent déjà (des centres techniques sectoriels, des pôles technologiques, des clusters) afin de les réformer, les rationaliser, améliorer leur cadre juridique, renforcer les synergies entre elles et la collaboration entre

les ministères et agences concernés.

Toutes ces recommandations ont été présentées **dans une assemblée plénière à Monsieur Yassine Brahim**, Ministre du développement, de l'investissement et de la coopération internationale, en présence de certains **membres de l'Assemblée des Représentants du Peuple**. Le Ministre s'est dit convaincu de l'importance des PPP comme moyen d'accélération de la réalisation des projets à intérêt public, en particulier dans l'infrastructure, le transport et l'équipement ainsi que la création de zones industrielles.

Mesdames, messieurs, le PPP n'est pas le seul outil : le code d'investissement doit aussi jouer un rôle important dans la promotion de l'innovation et de la **montée en gamme** du « **made in Tunisia** ». Nous portons beaucoup d'espoir sur ce code et nous continuerons à soutenir la Tunisie et travailler ensemble afin d'attirer les investisseurs européens dans votre pays.

Je vous remercie pour votre attention. ■



# Teleperformance

Transforming Passion into Excellence

## Teleperformance est le Pionnier et le Leader des centres de contacts en Tunisie.

Présent depuis **14 ans**, Teleperformance emploie aujourd'hui plus de **5500** salariés répartis sur **6 centres** de production dont 5 sur le grand Tunis et 1 à Sousse (Teleperformance est également le 1er employeur privé de cadres sur le grand Tunis).

## Teleperformance Tunisie répond à des normes de qualité internationales.

Tous les centres de Teleperformance Tunisie sont certifiés **Norme Française EN 345** ; ils opèrent pour le compte de **clients prestigieux**, souvent leaders dans leurs domaines, qui lui sont fidèles depuis plusieurs années.

Tous les centres de Teleperformance Tunisie sont certifiés conformes au **label de Responsabilité sociale (LRS)** au vu de ses réalisations et engagements en matière de politique sociale (conditions de vie au travail, formation, évolution interne).

## Teleperformance Tunisie est une entreprise citoyenne et responsable.

Elle est engagée auprès de la communauté dans laquelle elle s'inscrit via son programme caritatif « Citizen of the World » (actions de bienfaisance destinées à aider les populations les plus vulnérables) et son programme environnemental « Citizen of the Planet » (actions de développement durable dans le cadre d'une gestion responsable et respectueuse de l'environnement).



**"Un employé heureux crée un contact positif, un contact positif crée un client heureux, un client heureux crée un partenariat heureux."**



Pour mieux nous connaître :

 [www.teleperformance.com](http://www.teleperformance.com)

 [TeleperformanceTunisieOfficielle](https://www.facebook.com/TeleperformanceTunisieOfficielle)

 [youtube.com/TeleperformanceTN](https://www.youtube.com/TeleperformanceTN)

Pour nous contacter : **79 100 000**



## Défis économiques et sociaux

# Impératif de réformes, de vision et d'action

**S**i les dernières élections ont permis de restaurer un tant soit peu la confiance et de mettre des institutions pérennes, des mesures devraient être prises rapidement pour donner de la visibilité aux opérateurs. Le programme des 100 jours du gouvernement est une forme de marketing pour mettre la pression sur un gouvernement fraîchement constitué.

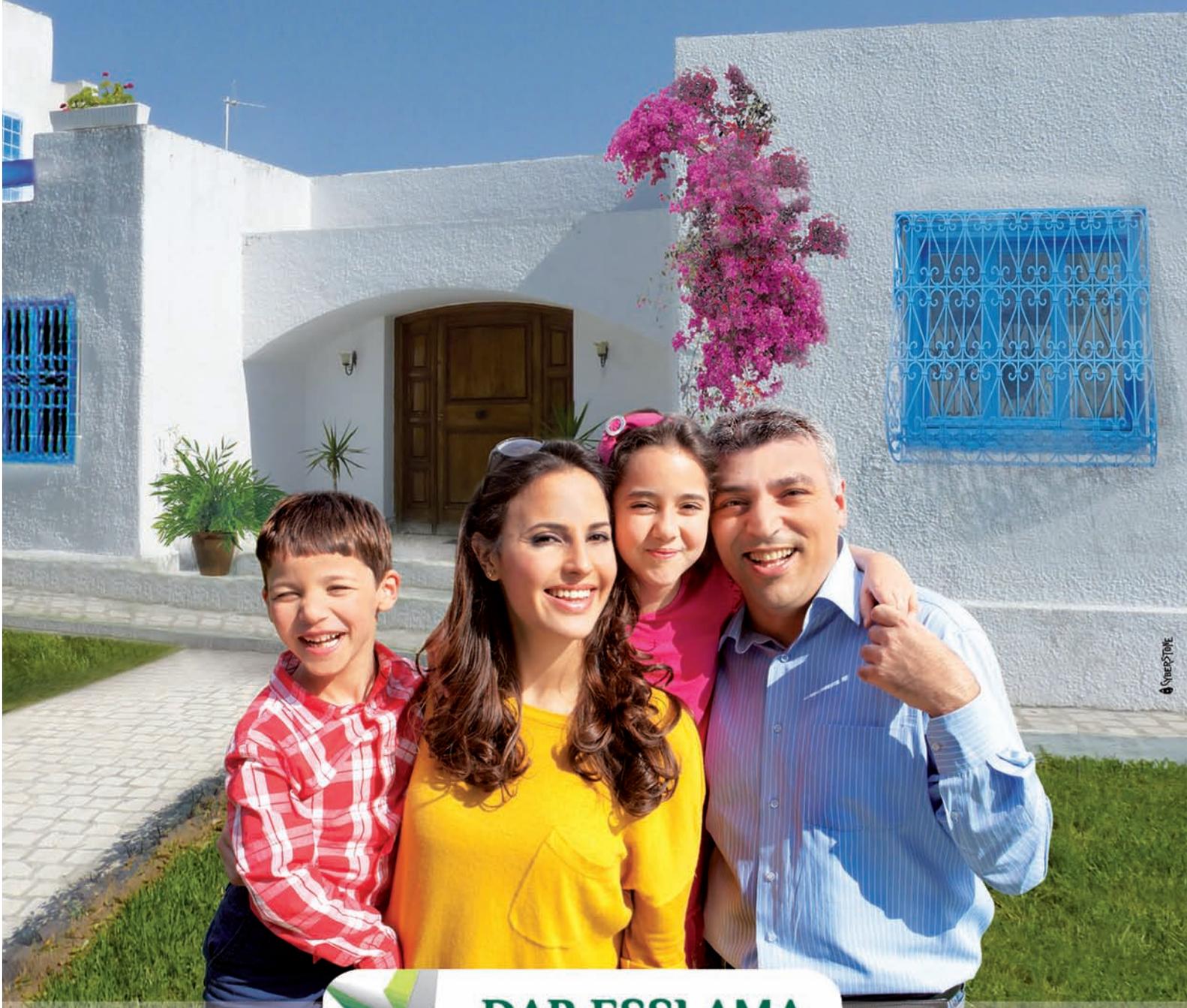
Pour le gouvernement Habib Essid l'impression qui se dégage donne, qu'il prépare ce qu'il fera dans la période qui succédera les 100 jours, alors qu'il aurait dû passer à l'action sans attendre. M. Hassen Zargouni modérateur du panel portant le thème « *les défis économiques et sociaux de la Tunisie* » a prévenu les panelistes qu'il n'y aura pas de discours mais un débat afin de répondre à des interrogations portant sur le développement la Tunisie, les mesures d'urgence à entreprendre et l'opportunité d'entreprendre des réformes. Avant de répondre à ces interrogations, Mahmoud Ben Romdhane, ministre du Transport a voulu fournir une explication sur les 100 premiers jours. Il explique que cette pé-

riode est indispensable pour que les citoyens aient une perception sur un changement significatif dans leur vie courante. « *La valeur des 100 jours, c'est qu'il y a un gouvernement sur place qui commence à agir et introduire des changements significatifs* » a-t-il soutenu.

Pour M Ben Romdhane. « *Le département du Transport est caractérisé par une administration lourde et la multiplicité des domaines d'intervention* » Ce ministère gère, par exemple, le transport en commun, en difficulté avec une dégradation de la flotte qui n'a pas été renouvelée depuis quatre ans et une anarchie dans son organisation. Pour le ministre, il est impossible de changer tout cela, entre autres, par le renouvellement de la flotte. L'aéroport de Tunis- Carthage, dont les problèmes sont nombreux et complexes, n'est pas mieux loti. Mahmoud Ben Romdhane assure qu'au terme des cent premiers jours (15 mai) *les Tunisiens vont ressentir un changement qui pourra être vérifié à l'aéroport de Carthage. Toutes les entreprises appartenant au secteur du transport doivent sortir des difficultés financières qu'elles* ➔

 **STAR**  
ASSURANCES تأمينات

عمل علينا



**DAR ESSLAMA**

**Avec ma multirisque habitation**

**DAR ESSLAMA**

**mon foyer est assuré et je vis en toute sérénité**

À partir d' **1/2 Dinar** par jour

Dar Esslama, c'est la nouvelle Assurance Habitation de la STAR qui assure votre maison en cas de sinistres.

Pour moins de 1/2 dinar par jour, la STAR met à votre disposition 3 formules adaptées à vos besoins et à votre budget.

Pour plus d'informations, contactez l'agence STAR la plus proche ou consultez notre site web [www.star.com.tn](http://www.star.com.tn)



Hassen Zargouni



Mahmoud Ben Romdhane

⇒ *connaissent et, en même temps, changer de gouvernance, a-t-il renchérit. Le ministre a annoncé le déblocage de quatre grands projets structurant engagé avant la Révolution, à savoir respectivement le Réseau ferré rapide, le port en eau profonde, le métro de Sfax et le RFR.*

### Les réformes sont-elles possibles ?

Pour Kamel Bennaceur, ministre de l'Industrie au gouvernement Mehdi Jomaa, elles sont possibles mais, surtout, inévitables. Concernant son ancien département, il a indiqué, qu'il s'agit d'une administration de compétence qui a besoin de management et de vision pour pouvoir avancer. Les blocages constatés sont, « *plutôt structurels et n'exigent pas des générations pour réformer* ». Ben Naceur propose que le plan 2016-2020 soit une déclinaison d'une vision à long terme pour concerner une période d'au moins 20 ans. « *La Tunisie doit avoir un plan mobilisateur à l'échelle de 2040 ou 2050 qui devra être décliné en étapes* » a-t-il ajouté. Au niveau de la stratégie industrielle, le ministre pense que la Tunisie doit se tourner vers l'exportation et donc vers des industries à forte valeur ajoutée et d'un fort apport technologique, d'où la nécessité de sélectionner entre 7 et 10 domaines prioritaires dans le cadre d'un projet de société.

Les réformes, sont possibles estime pour sa part Mahmoud Ben Romdhane. « *C'est le programme de Nidaa Tounes enrichi par celui des autres partis de la coalition au pouvoir qui sera mis en œuvre* ». Pour réussir, il faut le consensus de toutes les parties prenantes à savoir les patronats, les syndicats et la société civile. Le ministre soutient l'idée de M. Bennaceur sur la nécessité d'avoir une vision globale sur le long terme, précisant que la loi de Finances complémentaire s'intègre bien dans cette vision globale 2016-2020. Ahmed El Karm, Directeur général d'Amen Bank, affiche un optimisme mesuré. *Avec un régime parlementaire où il n'y a pas de majorité et un gouvernement de coalition, le consensus sera difficile sur les réformes à entreprendre. En effet, chaque parti a sa propre vision sur les réformes dont la Tunisie aura besoin.* M. El Karm, remarque que ces réformes ne seront pas faites comme on le souhaite.

Chef d'entreprise et représentant de l'UTICA, Nafaa Ennaïfer pense que *le gouvernement peine à mettre en œuvre les réformes pour manque de pédagogie. Le gouvernement ne sait pas comment communiquer et vulgariser sur ses capacités à mettre en œuvre ces réformes. Outre la résistance au changement, le gouvernement doit prendre en considération l'entreprise en tant que force de proposition.*

### Que faire aujourd'hui ?

Pour Ahmed El Karm, l'urgence d'une extrême importance de ce gouvernement, est l'application des lois. « *la loi n'est appliquée nulle part, alors que ce facteur contribuera à lui seul à 1 ou 2 points supplémentaires de croissance* ». pour le Directeur général d'Amen Bank, la Tunisie a vécu deux crises, celle de 1979 où Hédi Nouira a eu l'idée ingénieuse de promouvoir l'export via l'impôt sur le bénéfice et la crise de 1986 qui a fait naître l'idée de la privatisation de certains secteurs. « *Avons-nous aujourd'hui une idée ingénieuse pour sortir de l'impasse cette fois-ci ?* S'interrogeait M. El Karm. Il répondra, *le PPP. Oui mais il ne sera pas appliqué de sitôt.* La solution selon lui, consiste à travailler. La réconciliation, ⇒



Kamel Bennaceur

# أمي للتأمين AMI Assurances

Epargne ETUDE

PROSPEO STUDIIS



Assurance  
AUTO «EVE»

Assurance  
MARITIMES SUR  
CORPS DE PLAISANCE  
OU BÂTEAU DE PLAISANCE



Assurance CHAUFFEUR

Assurance MALADIE



Assurance  
RESPONSABILITÉS  
CIVILE EXPLOITATION  
SPORT NAUTIQUE



Assurance RISQUE  
DES ENTREPRISES



Assurance  
MULTIRISQUE  
HABITATION



Assurance  
TRANSPORT  
SUR FACULTÉS



## تأمّنك وأطمئنك

[www.assurancesami.com](http://www.assurancesami.com)



Ahmed El Karm



Nafaa Ennaïfer

est également à faire aujourd'hui pour construire une économie nouvelle. Les Tunisiens doivent comprendre que « dans sa guerre contre le terrorisme, la Tunisie et les Tunisiens doivent changer de comportement, car gagner cette guerre impliquera de réunir les conditions d'une paix sociale et de mettre un terme aux revendications sociales excessives ». El Karm appelle à restituer les avoirs à l'étranger qui représentent 550 millions de dinars rien qu'en Suisse. Comment ramener cet argent ? Simplement en déclarant une amnistie de change. Il y a également l'amnistie fiscale, qui consiste à trouver un arrangement avec les fraudeurs pour les intégrer dans le circuit formel et le système fiscal. La CNSS l'a déjà fait en supprimant toutes les pénalités de retard réussissant à récupérer 60 millions de dinars. Ahmed El Karma a appelé à la convertibilité totale du dinar, car l'enjeu aujourd'hui n'est pas la fuite des capitaux mais l'entrée de capitaux suspects.

### Quel nouveau modèle économique pour la Tunisie ?

Avant le 14 janvier, la Tunisie a réalisé des niveaux de croissances élevés et était un des meilleurs élèves de la région.



Radhi Meddeb

Le forum de Davos la classait 34e économie mondiale compétitive. Et tout à coup, tout s'évapore. Selon Radhi Meddeb, la croissance, bien qu'elle soit élevée n'a pas été inclusive solidaire et durable. Au cours de la période à venir, pense-t-il, il faut aller par petites touches sur le court et le long termes pour arriver à la fin vers quelque chose qui se

rapproche d'une vision globale, qui soit plus solidaire plus performante et plus ouverte au monde.

Pour Mahmoud Ben Romdhane, le modèle de développement de la deuxième République sera un modèle participatif et inclusif. Il ne sera pas le monopole d'un seul parti. Comment le gouvernement parviendra-t-il à financer toutes ces réformes qui demandent des financements énormes ? Mahmoud Ben Romdhane a parlé de la mobilisation de la communauté internationale pour la Tunisie. Et comme l'Egypte qui a réussi à mobiliser près de 80 milliards de dollars, la Tunisie peut faire encore mieux. ■



Plus qu'un palais, Une tradition de qualité

ALH

ALHAMBRA

THALASSO

★★★★★

INFOLINE: 72241324/58458040

WWW.ALHAMBRA-THALASSO.COM

FACEBOOK.COM/HOTELALHAMBRAHALASSO



## Quel rôle pour les partenaires internationaux? Grand décalage entre l'admiration pour la Tunisie et les actions de soutien

Dans sa transition démocratique la Tunisie a bénéficié du soutien de pays partenaires et des bailleurs de fonds. « Un appui qui se renforce à chaque fois que la Tunisie arrive à franchir une nouvelle étape dans son processus de construction démocratique » témoigne Hakim Ben Hammouda, ancien ministre des Finances. Témoin et initiateur de l'ouverture de la Tunisie sur le marché financier international, M Hakim Hammouda a suivi de très près, la dernière sortie de la Tunisie sur le marché financier international où elle a récolté 1 milliard de dinars.

D'une manière générale, le soutien dont a profité la Tunisie, au cours des quatre dernières années, reste en deçà des espérances et des capacités de ses partenaires. Quel rôle des partenaires internationaux pour soutenir la Tunisie dans sa transition économique ? Que devra faire la Tunisie pour rassurer ses partenaires sur son avenir économique ? Une palette d'experts ont essayé de répondre à ces questions.

Jean Louis Guigou, délégué général de l'IEPEMED ( Institut des études prospectives du monde méditerranéen) et fervent défenseur de l'appui de la Révolution tunisienne pro-

pose une voie nouvelle, selon lui porteuse de bons espoirs. Selon lui, de nombreuses voies ont été exploitées sans succès. M.Guigou n'a jamais cru à ces tentatives précédentes telles que le G20 ou le G8. Il revient sur les expériences d'autres pays. Il a tout d'abord parlé de la visite, il y a quelques jours, du Président américain Obama, au Panama pour assister, avec 35 Chefs d'Etat américains, au septième sommet des Amériques. Outre le face à face historique avec le Président cubain, Obama



a dit qu'ils sont tous américains proches et le développement au Nord entrainera le développement au Sud et vice versa. Obama était en train de promouvoir le développement vertical. Pour dynamiser cette verticalité, Obama a créé la Banque interaméricaine de développement et mis en place un Think Tank à travers la commission économique d'Amériques latines réunissant 700 experts.

M. Guigou rappelle également l'ascension spectaculaire de la Chine, ce pays vient de créer la Banque asiatique pour l'investissement et l'infrastructure et propulse l'institut de centre de recherche de l'Asean avec une cinquantaine de millions d'euros par an de budget. Dans la nouvelle carte du business, les grands groupes vous diront que le découpage actuel du monde est l'Asie, l'Asie-Afrique et l'Europe-Moyen Orient-Afrique.

### Europe- Afrique-Maghreb, quel partenariat ?

M. Guigou s'interroge si l'Europe n'est en retard pour annoncer son alliance avec l'Afrique. Il faut que l'Europe change de méthode et arrête ce rapport de force avec ses partenaires. Il n'est plus question d'imposer des critères sans qu'il y ait un besoin de l'autre côté. L'Europe a commencé à comprendre cela à travers l'ouverture d'un débat sur sa politique de voisinage. Comment tirer profit de son voisinage à travers un esprit de partenariat ? Ce n'est que de cette manière que la Tunisie et les autres pays de la région peuvent tirer profit de cette alliance. M. Gabriel Busquets, ancien ministre espagnol a exprimé tout l'intérêt qu'il porte au processus de la Tunisie post-révolution. Grâce à ce parcours la Tunisie bénéficie d'un capital sympathie mondial. Pour que ce capital sympathie se transforme en actions, il faut que la Tunisie ait un projet sur lequel ses partenaires peuvent l'accompagner. M. Busquets privilégie les partenariats bilatéraux qui peuvent impulser la coopération entre la Tunisie et l'Europe. L'Espagne qui est actuellement premier partenaire stratégique du Maroc et de l'Algérie pourrait également jouer le même rôle avec la Tunisie, si celle-ci diversifie ses marchés. Quant à l'Europe, cette révision de la politique de voisinage lui permettra d'avoir une politique plus stratégique et prévisible. Il faut



Hakim Ben Hammouda



Jean Louis Guigou

que l'Europe implique le principe de différenciation dans le traitement de ses partenaires. Dans le cadre du processus de dialogue au sein de l'Union européenne, le ministre espagnol a signalé que 30 ministres des Affaires étrangères européens se sont réunis afin de voir les moyens de renforcer la politique européenne avec le Sud. La dernière réunion remonte à 2008. M. Busquets pense que l'UE doit adopter une réflexion sur une Europe plus intégrée, plus flexible.

### La leçon allemande

Une première dans le Forum de Réalités, la présence d'une personnalité allemande, Mme Isabelle Werenfels. Un regard allemand plus critique et plus objectif de ce qu'on entend aujourd'hui sur ce qui se passe en Europe. Mme Werenfels pense qu'il y a un décalage entre l'admiration pour la Tunisie et les actions concrètes de soutien. « Les fonds venant de l'UE sont vraiment modestes, alors que l'Ukraine a réussi à amasser neuf fois plus de subvention que la Tunisie » a-t-elle regretté. Entre l'avant révolution et l'après révolution le montant de financement n'a pas beaucoup changé au regard des réformes considérables mis en place par la Tunisie. Pour l'Allemagne, le comportement était différent. En effet, le financement de l'Allemagne est passé de 100 millions d'euros





Gabriel Busquets



Isabelle Werenfels



Foued Lakhoua



Cui Xiaotao

➔ avant la Révolution à 800 millions après la Révolution. L'Allemagne a même converti une partie de ses dettes en investissements. Qu'est ce qui fait que l'Europe n'apporte pas assez de soutien à la Tunisie ?

Selon Mme Werenfels, l'Europe n'est pas, comme on le croyait, un ensemble de pays homogènes dont les visons sont communes. Au contraire, chaque pays de l'Europe a ses propres intérêts et ne regarde pas l'alliance avec l'Afrique avec le même regard que d'autres. « L'Europe a d'autres priorités. Les Européens n'ont pas une volonté commune d'aller plus loin dans le partenariat avec les sud de la méditerranée »

Par ailleurs, Mme Werenfels pense que la Tunisie ne fait pas assez de communication pour attirer l'attention. Les Allemands, par exemple, ne savent pas qu'il existe des millions de Libyens résidents en Tunisie qui profitent de la Caisse de compensation du pays. Les Allemands croient également que la Tunisie a achevé sa transition, alors qu'elle est en phase de consolidation, qui est plus difficile. Foued Lakhoua, président de la Chambre tuniso-française de commerce et d'industrie a parlé des priorités économiques de la Tunisie à savoir les réformes fiscales, la mise en place d'un nouveau Code de l'investissement ...

Selon lui rien ne se passe. Les perturbations sociales continuent à handicaper le climat des affaires en Tunisie. M. Lakhoua regrette le fait que très peu de pays sont disposés à accompagner la Tunisie notamment sur le plan économique. « Si la Tunisie échoue sa transition, toutes les démocraties naissantes échoueront » a-t-il déclaré. Faut-il revoir ce qui ne va pas avant de demander le soutien des autres ? Tahar Sioud, ancien ambassadeur, pense que la sécurité doit être reconsidérée avant tout autre chose. Présent au Forum de Réalités également le représentant de la Chine M. Cui Xiaotao qui a parlé de la success story de son pays. Il a parlé du potentiel économique de la Tunisie, une plate-forme pour les marchés africains et européens. Aujourd'hui, les échanges Sud-Sud ne représentent qu'1% du total des échanges économiques. Comment peut-on impulser ce partenariat ? Ce n'est pas la faute des Européens si le Maghreb ne fonctionne pas et que les frontières entre les pays du Maghreb ne sont pas ouvertes. Les pays du Maghreb appellent à généraliser le libre échange de personnes alors que leurs frontières sont fermées, c'est une absurdité. Hakim Ben Hamouda constate que les Etats ne se donnent plus d'argent, il n'y a que les investissements privés qui sont capables de financer les économies. ■

# TIVOLI ILOVIT



SSANGYONG

photo non contractuelle



MUSE

 SSANGYONG Tunisie

[www.ssangyong-tunisie.com](http://www.ssangyong-tunisie.com)

**SOTUDIS**  
*Chemin de réussite*

 **Tunis**  
Route de sousse GP1 Km7 2033 Megrine  
Tél: 71 42 53 55  
Fax: 71 42 52 53

 **Sousse**  
Route de ceinture 4022 Akouda Sousse  
Tél: 73 34 33 33  
Fax: 73 34 32 33

 **Sfax**  
Route de Gabes, bvd de l'Environnement km 2,5 Sfax  
Tél: 74 28 10 00  
Fax: 74 28 10 20

Garantie 3 ans ou 100.000 km



## Table ronde

# «Quel traitement médiatique pour la question terroriste ?»

*La question du terrorisme occupe désormais, une place prépondérante dans les contenus médiatiques. On n'arrête pas d'en parler et l'horreur des massacres et des atrocités commis par ces semeurs de la mort occupent la Une de tous les médias qu'ils soient écrits ou audiovisuels. Et ça n'est pas sans susciter des interrogations et des polémiques autour*

*de la manière à adopter pour traiter les informations s'y rapportant. Entre l'obligation de dénoncer leurs crimes et le risque d'en faire l'apologie et d'en devenir le complice tacite, les frontières ne sont pas infranchissables. Une table ronde organisée en marge du VIIIe Forum international de « Réalités » a tenté d'apporter quelques réponses.*

**A**nimée par M. Abdelkrim Hizaoui, directeur du Centre africain de perfectionnement des journalistes et communicateurs (CAPJC), la table ronde a mis à nu les défaillances des médias dans leur traitement de la question terroriste. Malgré un brin d'optimisme, les participants n'ont pas caché leur insatisfaction du rendu médiatique dans ce domaine.

### Médias-terrorisme : quelle relation ?

La question du rapport entre les médias et le terrorisme demeure une question emblématique. Pour Sadok Hammami, maître de conférence au département journalisme et responsable du Mastère recherche «Médias et communication» à l'Institut de presse et des sciences de l'information (IPSI), la relation entre le terrorisme et les médias est « plus complexe qu'on ne le croit». (voir l'intégralité de l'intervention à la page 42)

M. Hammami considère que la relation des médias avec le terrorisme est symbiotique. De ce fait, les terroristes «dépendent des médias et les médias ne peuvent ignorer les terroristes et ne peuvent s'empêcher de tirer un profit commercial de l'acte terroriste bien que cette relation, objectivement

symbiotique, soit constamment réfutée par les deux « partenaires » qui se considèrent en fait comme des ennemis».

Les deux parties partagent, dans ce cas, les mêmes intérêts : faire parler d'eux.

Dans ce contexte, le philosophe et politologue français Raymond Aron considère que «le terroriste ne veut pas que beaucoup de gens meurent. Il veut que beaucoup de gens sachent». Cela dit, le terrorisme a besoin, d'après Sadok Hammami, des médias pour «spectaculariser» la terreur et la propager à large échelle pour atteindre l'opinion publique au double plan national et international. Sadok Hammami considère que «pour les terroristes, les médias, la télévision en particulier, sont un partenaire de choix de l'acte même de terroriser, car ces médias démultiplient l'effet en l'imprimant sur une multitude infinie d'écrans».....

### Complicité ?

Hélé Béji, intellectuelle et écrivaine, a, pour sa part, souligné que les médias sont devenus des complices tacites des obscurantistes qui sèment la terreur. Mme Béji ajoute que «bien que le rôle d'un organe de presse soit de perfectionner la

La **NOUVELLE**  
*Pétillante*

Boisson à l'Eau Minérale  
NATURELLE GAZEIFIÉE  | SABRINE

  D'ARÔMES  
NATURELS

  DE  
GOÛT

  DE  
SUCRE

compréhension du monde, la machine médiatique fonctionne à l'envers de ce processus d'intelligibilité». Pour Hélé Béji, on a peur du terrorisme non pas parce que les gens meurent mais parce qu'on comprend moins ce phénomène. Tidiane Dioh, fonctionnaire international et responsable du programme médias à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), insiste sur l'importance de la rigueur en matière de traitement de l'information relative à la question terroriste. L'orateur s'est référé à une expression d'Albert Camus : «Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde». Pour M. Dioh, le mauvais traitement médiatique de l'affaire du terrorisme peut aggraver les craintes des gens. Travaillant sur l'histoire immédiate et étant toujours à la recherche de l'information vraie et vérifiée, le journaliste doit avoir la rigueur de l'historien et du chercheur fondamental, précise l'orateur. (Voir l'intégralité de l'intervention à la page ci-contre.

### Informer ou ne pas informer : le dilemme

Comment informer ou rendre compte des actes terroristes sans pour autant lui rendre service? Il s'agit d'un vrai dilemme. Face à un terrorisme qui «se réinvente à travers les nouveaux médias, d'où peut-être l'efficacité des stratégies de recrutement et d'influence des organisations terroristes», les médias traditionnels semblent être entre le marteau et l'enclume. Sadok Hammami estime que «Internet et les nouveaux médias favorisent une logique de désintermédiation qui permet aux organisations terroristes de court-circuiter les médias et de disposer ainsi de leurs propres médias». M. Hammami avance l'exemple de l'Etat islamique (Daech) qui a développé des dispositifs de propagande basés entièrement sur les nouveaux médias, lesquels les libèrent presque de la médiation des médias traditionnels. Pour Omar Samy, Président du conseil d'administration du quotidien égyptien «Al Ahram» «Si nous nous abstenons de transmettre les informations relatives à la question terroriste, nous serons battus par les réseaux sociaux qui fonctionnent hors de tout cadre légal et en dehors de tout contrôle».

Avec près de 1,44 milliard d'utilisateurs facebook et 5 milliards d'utilisateurs de téléphonie mobile en 2017, les terroristes semblent avoir bien profité des nouvelles technologies. Mais leur besoin des médias classiques reste entier.

### Pratiques et éthiques : les dérives

Le système médiatique, qualifié de «une jungle» par le journaliste à Jeune Afrique Sami Ghorbal, semble, bon gré mal gré, en train de favoriser la médiatisation du terrorisme. Mais, peut-on garder son sang froid face au terrorisme ? Ce n'est pas évident, répond Sami Ghorbal. Le journaliste de Jeune Afrique, considère que les médias tunisiens ont commis des dérapages en matière de couverture des événements terroristes. Publier des vidéos émanant de Daech et dans lesquels il adresse des menaces à la Tunisie, évoquer en public des informations relatives aux dispositifs sécuritaires et montrer les corps des soldats tunisiens, sauvagement assassinés au mont Chaambi en juillet 2013, émane d'un manque flagrant de professionnalisme. S'agit-il vraiment d'un manque de professionnalisme ou plu-

## Mme Marie Christine Saragosse, Pdg de France Médias Monde

### «Nous ne voulons pas être une caisse de résonance aux terroristes»



#### Joindre l'émotionnel au rationnel, s'agit-il d'une équation difficile à résoudre?

Je ne pense pas qu'elle soit aussi difficile, dès lors qu'on anticipe ou qu'on résolve l'équation en direct. Il faut qu'on retienne la leçon. Je pense qu'on doit réfléchir pour savoir comment réagir car nous, journalistes, sommes la cible directe du terrorisme. En attaquant un média, les terroristes font parler d'eux. En tuant les journalistes de RFI par exemple, les terroristes savaient très bien que ça va faire un grand écho. Ils s'en servent pour faire leur propagande.

#### Le terrorisme veut faire parler de lui plutôt que de faire mourir, qu'en pensez-vous ?

Effectivement. Pour ce faire, à France Médias Monde, nous ne permettons jamais de diffuser des scènes d'assassinat ou d'exécution commis par des terroristes. Il s'agit d'un interdit absolu. On essaye de ne pas être une caisse de résonance à ces éléments qui nous manipulent. Le premier devoir du journaliste est de distinguer entre l'information et la manipulation. Il ne faut pas tomber dans ce piège.

#### Quelle est donc la différence entre la propagande et l'information ?

Il suffit de connaître la source de l'information pour pouvoir faire la différence. Cela requiert une vraie formation sur l'image. Il faut transmettre à ceux qui nous suivent, et particulièrement aux jeunes, le savoir-faire en matière de décryptage de l'image et de l'info. C'est une matière nouvelle qui doit être enseignée dans les écoles mêmes. ■

## Intervention de M. Tidiane DIOH

On m'a demandé de réfléchir, aux côtés des grandes sommités rassemblées autour de cette table, à la question du traitement médiatique de la question, et voilà que me vient à l'esprit la citation d'Albert Camus : « *Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde* ».

Je veux d'emblée affirmer ici que le terrorisme actuel qui s'est emparé **du monde et n'épargne plus aucune région, aucune société contemporaine**, aucun pays, ce terrorisme-là est « *le malheur du monde* ». Et, pour rester attaché à la citation d'Albert Camus énoncée plus haut, mal rendre compte du terrorisme, le traiter avec désinvolture, c'est ajouter au malheur du monde. C'est n'est pas parce que l'on décrit le malheur du monde qu'on doit faire l'économie d'une analyse fine du phénomène du terrorisme, de sa permanence, de son omniprésence dans les sociétés actuelles. Dès lors, un traitement médiatique de la question du journalisme devrait, à mon sens, se baser sur trois fondamentaux : La prise de distance avec les événements qu'on traite, même lorsqu'ils surviennent dans notre environnement géographique et social immédiat. Autrement dit, la violence du fait terroriste, ne doit pas dédouaner le journaliste du recul nécessaire au traitement d'une telle question ;

L'application des fondamentaux de son métier qui renvoie de fait à l'éthique et à la responsabilité;

Eviter les jugements de valeurs. Quelque soit le révolte légitime, qui à juste titre, pourrait l'animer devant tant d'effroi, le journaliste ne devrait se laisser submerger par le subjectivisme, qui souvent est mauvaise conseillère.

Mais il y a autre chose : la crise liée au terrorisme nous cache une autre crise : la crise du vocabulaire. Nous manquons toujours de mots pour désigner une réalité nouvelle. La nouveauté des mots, qui, à chaque fois, accompagne une nouvelle crise est présente. Les « mots qu'il faut » manquent le plus souvent aux journalistes chargés de traiter les nouvelles formes de terrorisme. Ceux-ci se retrouvent donc souvent dans la situation, où, pris par entre la rapidité des événements, l'effroi et la peur que ressentent les populations et leur tendance -parfois- ils se laissent aller à des approximations. Et tels des procureurs ou des juges, ils se



mettent souvent à juger, à condamner, à absoudre...

Or le rôle du journaliste en temps normal, mais surtout en période de crise est, précisément d'éclairer l'opinion publique, de s'attacher à dire les faits, **à décrire les situations, de s'abstenir de faire des commentaires** qui auraient tendance à obscurcir les analyses.

C'est là une tâche très difficile à réaliser, car en chaque journaliste, sommeille un citoyen, car il n'est pas toujours aisé, lorsque la violence s'empare d'une société, lorsque tout le monde a peur, de garder son sang-froid et de rester neutre. D'ailleurs, doit-t-on, peut-t-on rester neutre lorsqu'une crise survient? Vaste question qui, depuis le matin du monde, traverse les salles de rédactions du monde entier et vient interroger l'éthique du journaliste, qui reste, *in fine*, sa boussole, son cap et son phare.

Dans tous les cas de figure et quelque-soit les convictions des uns et des autres, le seul traitement médiatique qui vaille à propos du terrorisme, c'est celui qui est aux fondements du journalisme : recevoir une nouvelle, lui donner forme après l'avoir recoupé, daté et validé et ensuite la transmettre au plus grand nombre, selon des canaux de diffusion dûment identifiés, et se tenir prêt à la défendre, au péril de sa vie.

C'est uniquement à ce prix, qu'on arrivera à traiter, objectivement, la grave question du fait terroriste. A la force du terrorisme, il faut pouvoir opposer la force de la vérité journalistique. ■

tôt d'une réelle adhésion des journalistes dans la lutte contre le terrorisme ? Pour Sadok Hammami, « certains journalistes se voient comme les hérauts de la lutte contre le terrorisme, sacrifiant ainsi à la fois les règles professionnelles et éthiques ». Mais qui peut élaborer les principes d'un traitement journalistique conforme aux règles professionnelles et éthiques ? S'interroge Sadok Hammami. « La réponse est à chercher dans deux directions : la réflexivité d'abord et l'accountability ensuite. La réflexivité signifie la capacité des journalistes à penser leurs propres pratiques et à interroger leurs habitudes. Quant à l'accountability, elle consiste à faire du journalisme un objet du débat public, ce qui permet de renforcer le sens

de la responsabilité chez les médias en général et les journalistes en particulier, tout en préservant leur autonomie ».

Ces deux pratiques permettront aux journalistes, ainsi qu'à leurs médias, de traiter convenablement, sans dérives ni dérapages, la question du terrorisme et épargner le journaliste des risques imprévus.

### Journalistes et terrorisme : le prix à payer

Evoquant l'expérience de France Médias Monde, Mme Marie Christine Saragosse, PDG du groupe, a insisté sur la question de la sécurité du journaliste dans le contexte du terrorisme. France Médias Monde a, rappelons-le, perdu, en

## Intervention de M. Sadok Hammami

**J**e voudrais dire d'abord que je ne cherche pas à énoncer, dans cette brève introduction à la table ronde, les principes du traitement médiatique du terrorisme, car je n'ai pas cette ambition et que d'aucuns parmi nous d'ailleurs ne doit prétendre avoir, tant les problèmes que soulève le lien du journalisme et des médias au terrorisme sont complexes, en Tunisie et ailleurs.

Plutôt qu'énoncer les principes du « manuel idéal du traitement médiatique du terrorisme », je me propose problématiser cette relation des médias au terrorisme à travers trois questions qui me semblent incontournables, si on veut ne pas limiter la question des médias et du terrorisme à une discussion technique.

### 1- je voudrais d'abord insister sur la complexité de la relation des médias au terrorisme ?

Cette relation est en effet plus complexe qu'on ne le croit. Les terroristes ont besoin des médias pour spectaculariser la terreur et la propager dans l'opinion publique.

Pour les terroristes, les médias et la télévision en particulier sont un «partenaire de choix» de l'acte même de terroriser car ces médias démultiplient l'effet en l'imprimant sur une multitude infinie d'écrans.

Mais les médias peuvent-ils taire l'acte terroriste, l'étouffer ou n'en faire qu'une actualité froidement traitée, débarrassée de toute charge émotionnelle, susceptible de transmettre la terreur recherchée vers les opinions publiques ?

Comme le montrent les attentats du 11 septembre 2001 aux USA et les attentats contre Charlie Hebdo et le musée du Bardo, les médias, américains, français, ou tunisiens, semblent réagir de façon typique et paradigmatique, comme si ils a mus. par le même intérêt et la même logique : la spectacularisation de l'acte terroriste

Pour la télévision, en particulier, l'acte terroriste est l'événement par excellence, celui du Live et du breaking news, qui rompt la routine de l'actualité et consacre l'emprise du temps télévisuel. La télévision quelque soit son identité transforme de la sorte l'acte terroriste en événement absolu. C'est la logique intrinsèque de la télévision, y compris la télévision tunisienne, qui paraît triompher de toute éthique, de toute contrainte éditoriale, de toute responsabilité sociale....

Pour les médias, les terroristes seraient donc de bons clients, dont ils tirent de multiples bénéfices : le spectacle en live et la Une sensationnelle.

Dans le contexte de la compétition inter-médias, de la frag-

mentation des audiences et de la dispersion de l'attention, le live et la Une sensationnelle permettent ainsi d'agglomérer les téléspectateurs et d'en faire une audience captive.

La relation des médias aux terroristes paraît ainsi symbiotique. Les terroristes dépendent des médias et les médias ne peuvent ignorer le terrorisme et s'empêcher d'en faire commerce.

Cette relation, objectivement symbiotique, est pourtant constamment réfutée par les deux « partenaires » qui se présentent comme des ennemis.

### 2- Le terrorisme à l'ère des nouveaux médias : les terroristes ont-ils encore besoin des médias

Mais que devient cette relation que j'ai qualifiée de symbiotique dans l'ère des nouveaux médias ?

Voilà la deuxième question que je voudrais poser et que je résumerai ainsi : les terroristes ont-ils encore besoin des médias alors qu'Internet réduit sensiblement le pouvoir du journaliste gatekeeper, modérateur de la sphère publique et pourvoyeur d'informations.

L'Internet favorise en effet une logique de désintermédiation (ou réduction et suppression des intermédiaires) et permet aux organisations terroristes de court-circuiter les médias professionnels et de disposer ainsi de leurs propres médias. L'exemple de «l'Etat islamique » est dans ce sens extrêmement significatif. Cette organisation-Etat terroriste a développé des dispositifs de propagande basés entièrement sur les nouveaux médias, lesquels les libèrent, presque, de la médiation des médias traditionnels.

« L'Etat islamique » utilise ainsi les sites de réseaux sociaux et notamment twitter, produit ses propres vidéos et les distribue sur Youtube, édite des revues en version PDF et les répand dans le web, développe des jeux vidéos, crée parfois ses propres applications pour Smartphones. « L'Etat islamique » s'est même permis de développer un dispositif de relations presse qui lui a permis par exemple de communiquer à travers Vice.com, un des plus grands sites d'information au monde.

Le terrorisme se réinvente par conséquent à travers les nouveaux médias, d'où peut être l'efficacité des stratégies de recrutement et d'influence des organisations terroristes.

### 3- Les médias et les journalistes peuvent-ils combattre les terroristes ?

Quels enjeux pose aux journalistes ce nouveau terrorisme qui a fait des nouveaux médias une ressource stratégique ?

➔ novembre 2013, deux de ses journalistes reporters, Claude Verlon et Ghislaine Dupont, journalistes à RFI qui ont été kidnappés puis assassinés par un groupe terroriste au Mali. «La sécurité des journalistes, d'après madame Saragosse, est un point important ». Pour elle, «les journalistes sont les premiers garants face à l'autoritarisme et l'obscurantisme».

Toutefois, «Aucun reportage ne vaut une vie» insiste la PDG du groupe France Médias Monde.

Les médias sont la première cible du terrorisme, Le fait d'être toujours « à la recherche de l'exception et à l'acte rebelle », comme l'a signalé Ridha Tlili, professeur à l'Université tunisienne, fait du journaliste l'ennemi le plus fa-



Sadok Hammami

Ou plus exactement, quel serait le rôle de journalistes dans la lutte contre un terrorisme, mois captif des médias traditionnels ?

Les médias d'information en particulier peuvent se positionner dans ce contexte comme des sources alternatives à la propagande terroriste, les garants d'une information crédible, vérifiée et surtout le lieu d'un débat public sur le terrorisme. Mais parfois, voire souvent, les journalistes ne veulent plus se contenter de ces rôles : rapporter les événements terroristes, les expliquer et les commenter. Ils désirent participer aussi à la lutte contre le terrorisme.

En Tunisie, les journalistes se veulent ainsi l'avant garde de la lutte contre le terrorisme. « Pas de neutralité avec le terrorisme » لا حياد مع الإرهاب est le mot d'ordre des journalistes tunisiens exprimé avec force par leur syndicat.

Dans la nouvelle idéologie journalistique en formation (j'emprunte le terme d'idéologie au chercheur néerlandais Marc Deuze), les journalistes tunisiens se considèrent comme les défenseurs des libertés, les « chiens de garde » de la nouvelle démocratie et un Contre-pouvoir à tous les pouvoirs, y compris celui de la terreur. Ce slogan, à savoir « pas de neutralité avec le terrorisme », qui paraît à première vue évident, n'est pas exempt de toute ambiguïté. Certains journalistes peuvent l'interpréter de façon extensive. Ils se voient alors comme les hérauts de la lutte contre le terrorisme, sacrifiant ainsi à la fois les règles professionnelles et éthiques.

La dérive la plus dangereuse de ce sacrifice volontaire des règles du métier et de son éthique serait que le journalisme se transforme en avatar de la politique de communication des ministères de la Défense et de l'Intérieur. Ou pire encore que les règles du traitement journalistique soient imposés aux

journaliers par des instances extérieures à leur profession. Les journalistes sacrifieraient ainsi leurs principales missions : informer le citoyen, organiser le débat public contradictoire... Comment les journalistes tunisiens peuvent-ils donc assumer leurs missions, tout en évitant un double piège : se faire l'intermédiaire des terroristes et le médiateur de la communication gouvernementale ?

Il n'y a pas, bien évidemment, de réponse tout faite à cette question, ni en Tunisie, ni ailleurs.

Et dans ce cas, la formation, le remède miracle qu'on administre depuis des années au journalisme tunisien, ne doit pas être posé encore une fois comme une solution par défaut.

Prescrire uniquement la formation comme remède cela supposerait que quelqu'un est capable d'instruire les journalistes tunisiens au traitement journalistique idéal du terrorisme et qu'il a par conséquent la solution à ce dilemme : parler du terrorisme sans le promouvoir et sans transformer le journalisme en contre propagande à la propagande terroriste.

Partout dans le monde les médias et les journalistes sont confrontés aux mêmes situations singulières et inédites.

Dans ce contexte, les instances de régulation peuvent se considérer comme les garants de ce traitement professionnellement et éthiquement adéquat du terrorisme, en édictant les règles ou en rappelant à l'ordre les médias « déviants ». Mais les journalistes et les médias peuvent aussi ne pas accepter cette mise en rappel, comme le montrent les réactions indignées des médias français aux mises en demeure prononcées par le CSA.

Qui pourrait alors élaborer les principes d'un traitement journalistique conforme aux règles professionnelles et éthiques ?

La réponse est à chercher dans deux directions : la réflexivité d'abord et l'accountability ensuite.

La réflexivité désigne cette capacité des journalistes à penser leurs propres pratiques, à interroger leurs habitudes et leur façon de faire. Ainsi de cette auto-observation et auto-réflexion ou réflexivité peut émerger les standards d'un traitement journalistique du terrorisme à la fois éthique et professionnel.

La deuxième piste à explorer consiste à l'ouverture sur le public et le dialogue avec les citoyens. Cette pratique encore très timide en Tunisie s'appelle l'accountability. Elle permet de faire du journalisme un objet du débat public, ce qui permet de renforcer le sens de la responsabilité chez les médias et les journalistes, tout en préservant leur autonomie. ■

rouche de ces groupuscules obscurantistes.

Sid Ahmed Ghazali, homme d'Etat algérien, a rappelé la décennie noire de l'histoire de l'Algérie qui a coûté la vie à 45 journalistes algériens. Les journalistes étaient les premiers à être visés par les terroristes.

Bien que les participants à ce débat aient évoqué des ques-

tions pertinentes et aient fait un constat très précis du traitement médiatique de la question terroriste, on est loin de trouver la solution miracle pour éviter de tomber dans le piège de la médiatisation complice de la nébuleuse terroriste. La question est si grave qu'un débat national serait opportun. ■



## Le Forum de « Réalités » innove

**B**ien ancré dans l'espace médiatique depuis l'organisation de sa première édition, le Forum international de « Réalités » n'a cessé de se développer que ce soit à travers les thèmes abordés ou la qualité des personnalités qui y prennent part. La XVIIIe édition s'est clôturée, vendredi 24 avril 2015 sur une note innovatrice par la première édition du Prix Hermès.

Ce prix vise à honorer les personnalités médiatiques, du sud et du nord de la Méditerranée, qui ont contribué et lutté pour la défense de la liberté d'expression.

Et c'est avec beaucoup d'émotion que Taïeb Zahar a annoncé le lancement de ce prix « pour la promotion des échanges dans le domaine de la communication et de la liberté d'expression en Méditerranée ».

Le président du Forum soulignera que « ce prix prendra une portée particulière dans la mesure où il aura à promouvoir, encourager la liberté d'expression et favoriser les échanges à travers les deux rives de la Méditerranée ».

M. Taïeb Zahar ne manquera pas d'évoquer les raisons qui ont poussé « Réalités » à parrainer l'initiative de ce prix.

Une action qui s'inscrit dans la fidélité du magazine à « son rôle pionnier de contribuer à mobiliser la solidarité méditerranéenne pour réaffirmer le droit à l'information et à la liberté d'expression tout en défendant les idéaux d'égalité et

de paix dans la région ».

L'émotion était encore plus vive quand furent annoncés les noms des personnalités honorées.

Le président du forum a tenu à rendre hommage aux éminentes personnalités qui nous ont quittés et à qui le prix a été décerné à titre posthume.

« Ces éminences qui ne sont plus parmi nous, nous ont légué un riche héritage journalistique et littéraire à travers lequel ils se sont évertués à donner ses lettres de noblesse à la liberté d'expression, à l'expression tout court », soulignera-t-il.

En conclusion Taïeb Zahar sur la symbolique de ce prix qui a pu voir le jour grâce à la précieuse collaboration de MED 21 et de la COPEAM. « Ce prix est le symbole des peuples qui savent qu'au-delà de leurs intérêts, il y a, tout simplement, les valeurs qui nous unissent ». A méditer.

Les personnalités honorées de cette 1ère édition, sont: Marie-Christine Saragosse, présidente de France Médias Monde

- Kamel Daoud, écrivain et journaliste algérien
- Georges Wolinski, caricaturiste décédé lors de l'attentat de Charlie Hebdo
- Habib Boularès, journaliste, écrivain et homme politique tunisien ■

# SHARP

## DX-2500N

Digital Full Colour Multifunctional System

## L'impression, Couleurs & Solutions



**BSB**  
EQUIPEMENTS

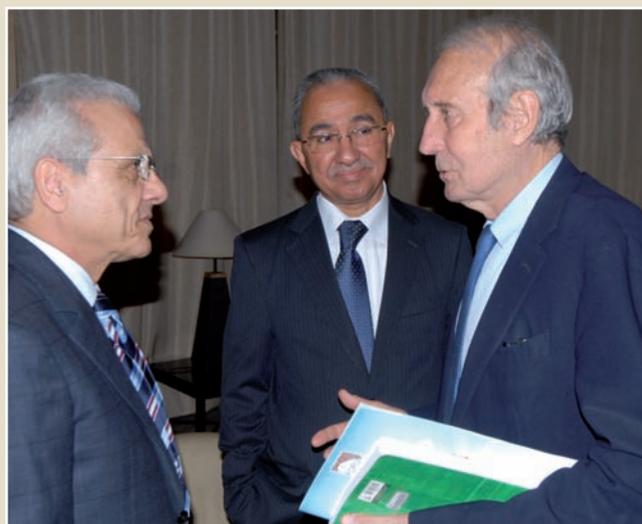
Adresse : Rue de l'énergie solaire ZI Charguia 1 - 2035 Tunis - Tunisie

Tél: +216 71 205 532 - Fax: +216 71 205 426

E-mail: [commercial@bsb-.com.tn](mailto:commercial@bsb-.com.tn) - Site web: [www.bsb-equipements.com.tn](http://www.bsb-equipements.com.tn)

حريفنا حليفنا...

# Le forum par la photo... Le forum par



# Par la photo... Le forum par la photo...



# Le forum par la photo...





Solidarité



Confiance



Innovation



Professionalisme



Engagement

# Le forum par la photo...



# PROJET AVENIR

## Retraite

*Une autre vision de la retraite*



Gagnons l'avenir, ensemble  
[www.biat.tn](http://www.biat.tn)



# BTMOBILE

La banque qui vous accompagne

## OUVERTURE DE LA NOUVELLE AGENCE BT SUR VOTRE MOBILE

HOP&NORMES



C'est un service de banque à distance accessible à partir d'un smartphone ou d'une tablette 7j/7, 24h/24 et qui vous permet de gérer et de suivre vos comptes à distance et où que vous soyez et à des conditions avantageuses. Ce service comprend un espace public destiné à tout le monde et un espace privé destiné aux adhérents.

Télécharger l'application BTMobile à partir de Google Play  ou App Store 

[www.bt.com.tn](http://www.bt.com.tn)